

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### COUR D'ARBITRAGE

F. 95 — 1232

[C — 21147]

Arrêt n° 29/95 du 4 avril 1995

Numéro du rôle : 692

*En cause* : le recours en annulation des articles 9 et 10 de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales, introduit par l'Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi.

La Cour d'arbitrage,  
composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,  
après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 14 mars 1994 et parvenue au greffe le 15 mars 1994, un recours en annulation des articles 9 et 10 de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales (*Moniteur belge* du 17 septembre 1993), pour cause de violation des articles 10, 11 et 170 de la Constitution et de l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, a été introduit par l'Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi, intercommunale sous la forme d'une société coopérative, dont le siège est établi à Charleroi, boulevard Joseph II, 13.

#### II. *La procédure*

Par ordonnance du 15 mars 1994, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 31 mars 1994.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 6 avril 1994.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 13 mai 1994.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 27 mai 1994.

Par ordonnance du 28 juin 1994, la Cour a prorogé jusqu'au 14 mars 1995 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 30 juin 1994.

Par ordonnance du 15 décembre 1994, le président en exercice a complété le siège par le juge J. Delruelle à la suite de la mise à la retraite d'un juge d'expression française du siège.

Par ordonnance du même jour, la Cour a invité chacune des parties à introduire un mémoire complémentaire et à en faire parvenir une copie à l'autre partie au plus tard le 20 janvier 1995, concernant les questions posées ci-après :

1°) Compte tenu notamment de l'article 1er, b, de la loi du 6 août 1993, l'« ensemble des administrations locales » visé à l'article 9, alinéa 2, de la loi se limite-t-il à celles qui sont affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. ainsi qu'à celles qui ont autorisé leur institution de prévoyance à conclure une convention de perception des cotisations avec l'Office ou s'étend-il à toutes les administrations affiliées à l'Office en vertu de l'article 32 des lois coordonnées sur les allocations familiales et auxquelles les dispositions de l'article 161 de la nouvelle loi communale sont applicables ?

2°) L'article 9 de la loi, notamment ses trois derniers alinéas, autorise-t-il que la part du fonds de réserve de l'O.N.S.S.A.P.L. proportionnelle à la masse salariale du personnel des administrations finançant leurs pensions de manière autonome demeure inscrite au fonds de réserve de l'Office, sans qu'il puisse être autrement affecté ?

3°) Il conviendrait de décrire les mécanismes mis en place par les conventions de perception de cotisations de pensions qui ont été conclues entre les institutions de prévoyance des administrations locales et l'O.N.S.S.A.P.L., afin notamment d'éclairer la Cour quant à la contribution éventuelle de ces mécanismes à l'objectif de solidarité poursuivi par la loi en cause.

4°) En quoi, selon la requérante, y aurait-il discrimination renforcée par la circonstance qu'aux termes de l'article 8 de la loi, l'O.N.S.S.A.P.L. verse anticipativement aux institutions de prévoyance concernées les provisions nécessaires au paiement des mensualités de pension (requête en annulation, p. 16, premier moyen, cinquième alinéa, *in fine*) ?

Cette ordonnance a été notifiée aux parties par lettres recommandées à la poste le 16 décembre 1994.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

- le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 19 janvier 1995;
- la partie requérante, par lettre recommandée à la poste le 20 janvier 1995.

Par ordonnance du 1er février 1995, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 23 février 1995.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 1er février 1995.

A l'audience publique du 23 février 1995 :

- ont comparu :
- . Me J. Bourtembourg, avocat du barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;
- . Me N. Cahen, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;
- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;
- les avocats précités ont été entendus;
- l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnance du 28 février 1995, la Cour a prorogé jusqu'au 14 septembre 1995 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

### III. *Les normes en cause*

La loi relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales a été adoptée le 6 août 1993. Son chapitre premier a pour intitulé « Affiliation d'administrations locales à l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales ou à une institution de prévoyance ». Son article 2 permet aux administrations locales d'affilier à cet Office leur personnel qui n'y est pas déjà affilié. A défaut, elles restent tenues d'assurer elles-mêmes la charge des pensions. L'affiliation, irrévocable, peut se faire au régime commun, à celui des nouveaux affiliés créé par cette loi ou encore par convention avec une institution de prévoyance. Les articles 3 à 8 de la loi fixent les droits et obligations en la matière de l'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.) et des administrations concernées.

Les articles 9 et 10 de la loi, qui font l'objet du recours, sont ainsi rédigés :

« Art. 9. Le boni en matière d'allocations familiales et afférent à la pénultième année, augmenté des revenus financiers provenant tant de ce boni que du fonds de réserve relatif aux allocations familiales de l'Office, est chaque année affecté au financement des pensions à charge du régime commun de pension des pouvoirs locaux, du régime des nouveaux affiliés à l'Office et de l'institution de prévoyance.

Cette affectation est opérée proportionnellement à la part de la masse salariale respective du personnel affilié à chacun de ces régimes, par rapport à la masse salariale totale du personnel pourvu d'une nomination définitive de l'ensemble des administrations locales.

Pour le personnel affilié à une institution de prévoyance, cette affectation s'opère, en outre, proportionnellement à la masse salariale du personnel pour lequel l'administration locale a conclu une convention avec l'institution de prévoyance et pour autant que l'Office assure la perception de la cotisation destinée au financement des pensions du personnel de cette administration locale.

Les montants non affectés restent inscrits au fonds de réserves des pensions de l'Office.

Des disponibilités éventuelles au Fonds de réserve des allocations familiales et du Fonds de réserves des pensions peuvent également y être affectées.

Le montant des sommes affectées ainsi que la répartition de celles-ci sont fixés annuellement par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

Art. 10. § 1er. Il est institué au sein de l'Office un fonds d'égalisation du taux des cotisations pension. Ce fonds est alimenté, à partir de 1994, par une retenue de 13,07 p.c. effectuée sur les parties forfaitaire et variable du pécule de vacances payé aux agents des administrations locales.

Le produit de ce fonds est affecté au financement soit du régime commun de pensions des pouvoirs locaux, soit du régime des nouveaux affiliés à l'Office en vue de contribuer à l'alignement des taux de cotisation propres à ces deux régimes.

La répartition du produit de ce fonds sera fixée annuellement, et pour la première fois en 1995, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

§ 2. L'article 11bis de l'arrêté royal du 30 janvier 1979 relatif à l'octroi d'un pécule de vacances aux agents de l'administration générale du Royaume cesse d'être d'application aux agents des administrations locales. »

### IV. *En droit*

- A -

#### *Requête*

A.1.1. La requérante commence par exposer l'état des réserves financières et des provisions constituées par l'O.N.S.S.A.P.L., qui a succédé, en vertu de la loi du 1er août 1985, à la Caisse de répartition des pensions communales. Se fondant sur la loi du 16 mars 1954 et sur la mission légale de cet organisme, elle conteste la légalité de ces réserves.

Elle rappelle le point de vue du Gouvernement fédéral relatif aux dispositions attaquées, tel qu'il fut formulé à l'occasion des travaux parlementaires qui les concernaient, notamment les réponses données aux observations de parlementaires et du Conseil d'Etat.

A.1.2. Après avoir présenté l'économie générale de la loi en cause et de ses deux articles attaqués, elle expose qu'elle est une association intercommunale dont l'objet est la création d'établissements à caractère médical ou social.

Ses agents étaient affiliés à la Caisse de répartition des pensions communales. Le 29 janvier 1987, la requérante a décidé de ne pas affilier ses agents à l'O.N.S.S.A.P.L. à partir du 1er janvier 1987 et d'assumer les pensions futures de son personnel par l'intervention d'une institution de prévoyance, en l'espèce la SMAP, avec laquelle elle a conclu une convention de gestion de son fonds de pension.

En cotisant dans le régime des allocations familiales à l'organisme commun, elle a contribué à l'émergence d'un boni dans ce secteur. Pendant son affiliation au régime commun des pensions entre 1975 et 1986, elle a également contribué à la constitution de réserves dans ce secteur. Elle justifie dès lors de l'intérêt requis.

A.1.3. Le premier moyen, pris de la violation des articles 10, 11 et 170 de la Constitution et de l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme, vise l'article 9 de la loi du 6 août 1993. Les critiques déduites de ces règles sont les suivantes:

- Il n'est pas justifié que les pouvoirs locaux affiliés à une institution de prévoyance puissent ou non bénéficier des bonis en matière d'allocations familiales selon que les cotisations soient payées à l'institution de prévoyance par l'O.N.S.S.A.P.L. ou directement. Cette discrimination est d'autant moins justifiable que, dans le premier cas, les cotisations nécessaires sont versées anticipativement par l'Office à l'institution de prévoyance.

- Seuls les pouvoirs locaux affiliés au régime commun des pensions ou à celui des nouveaux affiliés de l'O.N.S.S.A.P.L. pourront bénéficier des bonis du régime des allocations familiales inscrits au fonds de réserve des pensions de l'Office.

- Cette rupture d'égalité conduit à priver certains pouvoirs locaux et leurs agents de leur propriété.

- L'inégalité est aggravée par la circonstance que le taux de la cotisation en matière d'allocations familiales, le montant des sommes affectées et la répartition de celles-ci, qualifiées d'impôts, sont fixés par des décisions administratives, et non par la loi.

- Les règles d'égalité et de non-discrimination sont violées lorsque la loi autorise pour l'avenir le prélèvement de cotisations au régime des allocations familiales à un taux supérieur à celui nécessaire à sa gestion afin de financer le régime de pensions de certaines administrations locales.

A.1.4. Le second moyen, qui vise l'article 10 de la loi du 6 août 1993, est pris de la violation des articles 10, 11 et 170 de la Constitution. Ces règles sont méconnues lorsque les pouvoirs locaux ne participant pas au régime commun de pension sont contraints de participer au financement du fonds d'égalisation. La rupture de l'égalité est aggravée par la circonstance que la répartition de la retenue sur les allocations familiales, qualifiée d'impôt, sera décidée par un arrêté royal et non par la loi.

*Mémoire du Conseil des ministres*

A.2.1. Le but poursuivi par la loi du 6 août 1993 consiste à réorganiser le système de financement des pensions des administrations locales en autorisant ces dernières à affilier leur personnel, s'il ne relève pas du régime commun de pension, à un régime des nouveaux affiliés à l'O.N.S.S.A.P.L., cette inscription étant irrévocable, ou à un mécanisme de convention auprès d'une institution de prévoyance ayant elle-même conclu avec l'Office une convention par laquelle celui-ci se charge de la perception des cotisations et du financement des pensions. Ces deux possibilités nouvelles visent à remédier à la situation préoccupante de la charge de pension du personnel des administrations non affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. sans négliger les conventions conclues auparavant par certaines administrations locales avec des institutions de prévoyance. Les administrations qui n'ont pas fait choix de l'un de ces régimes sont tenues d'assurer la pension de leur personnel de manière autonome, soit par elles-mêmes, soit par une institution de prévoyance.

Les nouveaux régimes mis en place, inspirés par la solidarité entre les administrations concernées, tendent à éviter que les administrations assurant elles-mêmes la pension de leur personnel se trouvent dans une situation de blocage due à un rapport trop élevé entre la charge des pensions et la masse salariale.

Compte tenu de l'article 113 de l'arrêté royal du 26 décembre 1938 rendant financièrement impraticable toute nouvelle affiliation au régime commun antérieur, la généralisation du système nouveau devait toutefois être rendue possible sur ce plan. Dans ce but, l'article 4 de la loi permet la prise en charge par le régime des nouveaux affiliés d'une partie des pensions en cours selon un système individualisé qui favorise la prise en charge des pensions des agents pensionnés le plus récemment.

Le nouveau système devait également présenter un caractère attractif pour les administrations n'ayant pas un intérêt immédiat à s'affilier. Tel est le but des dispositions attaquées. Une cotisation propre au régime des nouveaux affiliés est mise en place, mais, afin de freiner la progression des taux de cotisation, le boni du régime des allocations familiales, les revenus produits par ce boni ainsi que par le fonds de réserve des allocations familiales sont affectés au financement des pensions du régime commun et de celui des nouveaux affiliés, et ce proportionnellement à la part de la masse salariale du personnel affilié à chacun de ces régimes par rapport à la masse salariale globale de l'ensemble du personnel des administrations locales. Les administrations liées à une institution de prévoyance pourront bénéficier de ce système, pour autant que l'O.N.S.S.A.P.L. ait été chargé de la perception des cotisations. Pour les administrations assurant elle-mêmes les pensions de leur personnel, qui n'ont pas conclu un pareil accord avec l'Office, les parts non affectées restent inscrites au fonds de réserve des pensions de l'Office.

Afin d'éviter le maintien d'écarts trop importants entre les taux de cotisation des deux régimes de pension, un fonds d'égalisation de ces taux est créé par l'article 10 attaqué de la loi. Ce fonds est alimenté par la retenue de 13,07 p.c. sur le pécule de vacances payé aux agents des administrations locales. Seuls les participants aux régimes de pension de l'O.N.S.S.A.P.L., et non les administrations liées à une institution de prévoyance, pourront en bénéficier.

A.2.2. Le Conseil des ministres conteste l'illégalité prétendue des réserves constituées par l'O.N.S.S.A.P.L., compte tenu notamment de l'article 6 de l'arrêté royal du 1er septembre 1969. Le taux de cotisation au régime des allocations familiales, qui a été ramené de 5,75 à 5,25 p.c. à partir de 1987, est fixé afin de couvrir le financement de ce régime, et non pour permettre à l'Office de se constituer des réserves; il prend aussi en compte la préoccupation de ne pas créer une distorsion avec le taux de 7 p.c. applicable dans le secteur privé.

Après avoir précisé les postes relatifs aux réserves financières de l'O.N.S.S.A.P.L., le Conseil des ministres décrit la mission de ce dernier, telle qu'elle résulte de l'arrêté royal n° 491 du 31 décembre 1986 modifiant la loi du 25 avril 1933, comme consistant non seulement à mettre à la disposition de l'administration des pensions les sommes nécessaires au paiement des pensions, mais aussi à assurer le financement de la charge de ces dernières, ce qui implique nécessairement un caractère prévisionnel.

A.2.3. En fait, la requérante s'est désaffiliée du régime commun des pouvoirs locaux. Les pensions de son personnel retraité depuis cette date sont à sa charge; elle a conclu à cet effet une convention de gestion du fonds de pension avec une institution de prévoyance, en l'espèce la SMAP, et elle n'a pas autorisé cette dernière à conclure une convention de perception des cotisations avec l'O.N.S.S.A.P.L.

A.2.4. Quant à la recevabilité, la situation de la requérante n'est nullement affectée par l'article 9 attaqué de la loi du 6 août 1993. Elle reste en effet tenue au paiement des cotisations d'allocations familiales et elle n'a ni plus ni moins qu'auparavant des revendications à faire valoir sur l'éventuel boni dégagé par ce secteur ou sur sa contribution à ce boni. Il en va de même pour l'article 10 attaqué de la loi du 6 août 1993. La retenue sur le pécule de vacances est due en vertu d'un autre texte, l'arrêté royal du 30 janvier 1979. Aux termes de l'arrêté royal du 6 mai 1993, le taux de cette retenue est fixé à 13,07 p.c.

Si la requérante se plaint de ne pouvoir bénéficier de l'affectation conférée par les dispositions attaquées, un tel grief est dû au choix qu'elle a assumé en se désaffiliant en 1987 du régime commun des pensions, en n'adhérant pas au régime des nouveaux affiliés et en n'autorisant pas la SMAP à s'adresser à l'O.N.S.S.A.P.L. pour la perception des cotisations. Compte tenu du niveau des pensions accordées par la requérante à ses agents, elle ne pourrait, à terme, subir aucun préjudice en raison de son adhésion au nouveau système mis en place.

A.2.5. En réponse au premier moyen, le Conseil des ministres commence par contester la compétence de la Cour pour contrôler le respect de l'article 170 de la Constitution et de l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

L'article 9 attaqué de la loi du 6 août 1993 ne crée pas un impôt : la cotisation en matière d'allocations familiales est une cotisation de sécurité sociale dont le taux est fixé par le Roi en vertu de la loi du 1er avril 1985. En toute hypothèse, une fois perçue, cette cotisation ne constitue en rien le patrimoine de son débiteur. Celui-ci exécute une obligation légale au profit de l'O.N.S.S.A.P.L., qui doit affecter la cotisation par priorité au paiement des allocations familiales, toute autre affectation ne pouvant être déterminée que par le législateur. Le taux des cotisations n'a pas été fixé à un niveau supérieur à celui nécessaire à la couverture des besoins en matière d'allocations familiales. Le boni dégagé dans ce secteur résulte de sa bonne gestion, dont la requérante ne peut bénéficier, ayant refusé de participer à ce régime.

L'objectif général de la loi attaquée est d'éviter la faillite prévisible des systèmes particuliers de pension; il est donc justifié que seuls ceux qui y participent en retirent les avantages.

Le législateur a accordé le bénéfice de l'article 9 attaqué aux administrations liées à une institution de prévoyance qui a conclu avec l'O.N.S.S.A.P.L. une convention de perception des cotisations. Il ne pouvait en effet être imposé une rupture des relations en cours entre les administrations et les institutions de prévoyance, mais en imposant la condition d'une acceptation d'une convention entre ces dernières et l'Office, un contrôle du respect des obligations légales est assuré et les administrations concernées entrent dans une organisation qui permettra d'uniformiser le mode de financement des régimes de pension et d'entraîner une solidarité plus grande entre ces régimes.

A.2.6. En réponse au second moyen, le Conseil des ministres rappelle que la retenue de 13,07 p.c. résulte d'arrêtés royaux antérieurs, l'article 10 attaqué se bornant à en régler l'affectation. Il ne cause donc aucun préjudice à la requérante.

Cette disposition ne crée aucune discrimination. La sécurité sociale se fonde sur le principe de solidarité, qui autorise que la loi opère des distinctions entre certaines situations. La requérante s'étant placée en dehors de cette solidarité, elle ne saurait prétendre en bénéficier.

La disposition attaquée prévoit l'assiette, la base de calcul et le taux de la retenue, en sorte que la critique portant sur la non-intervention du législateur en la matière n'est pas fondée. Cette retenue n'est en toute hypothèse pas un impôt : la loi lui donne une affectation précise.

*Mémoire en réponse de la requérante*

A.3.1. La loi attaquée permet de faire bénéficier des administrations du principe de solidarité, mais seulement à partir du moment où elles y ont un intérêt en raison du montant de leurs dépenses de pension.

L'O.N.S.S.A.P.L., s'insérant dans un régime de répartition, ne peut se constituer des réserves de manière délibérée et récurrente. Aucun texte ne prévoit la possibilité, pour cet organisme, de se constituer de telles réserves. L'arrêté royal du 1er septembre 1969 autorise certes la constitution d'un fonds de réserves, mais ne peut habiliter l'Office à fixer les cotisations à un montant tel qu'il entraîne un boni certain, calculé de manière délibérée afin d'assurer le financement de secteurs autres que celui des allocations familiales. Il ne se justifie pas d'éviter une distorsion entre les taux applicables aux secteurs privé et public.

A.3.2. Quant à la recevabilité, la question est posée de savoir, non pas si la requérante dispose d'un droit subjectif sur le boni du régime des allocations familiales, mais si, dès lors que la répartition de ce boni est décidée, elle peut se faire en excluant certaines des administrations ayant cotisé. Dans ce contexte, la requérante a intérêt à poursuivre l'annulation des dispositions qui l'excluent du système de répartition.

L'affirmation du ministre au cours des travaux préparatoires de la loi attaquée, selon laquelle la part de boni des administrations restant en dehors de l'un des trois régimes prévus par cette loi resterait bloquée au sein du fonds de réserve, est démentie par le texte de l'article 9 attaqué, qui prévoit que l'affectation du boni se fait en proportion de la masse salariale du personnel de l'ensemble des administrations, soit les administrations affiliées à l'un des régimes de pension. Même si cette part reste bloquée, les administrations exclues ne pourront en bénéficier tant qu'elles n'adhèrent pas à l'un des trois régimes. Les disponibilités éventuelles des fonds de réserve des allocations familiales et des pensions peuvent en outre être affectées chaque année au financement des pensions à charge de l'un des trois régimes.

La requérante fonde son intérêt à demander l'annulation de l'article 10 de la loi du 6 août 1993 sur le fait qu'elle est exclue du système de redistribution organisé par la loi alors qu'elle participe aux cotisations sur lesquelles la retenue est perçue.

Le fait que la requérante soit pénalisée en raison de son choix, autorisé par la loi, de financer elle-même le régime de pension de son personnel, constitue le reproche majeur adressé aux dispositions attaquées. La loi autorise l'octroi de pensions par les administrations locales qui sont fixées de manière plus favorable que dans le régime légal. La conclusion par l'institution de prévoyance de la requérante d'une convention de perception des cotisations avec l'O.N.S.S.A.P.L. aurait pour effet de fixer ces cotisations à un niveau qui excède la charge actuelle de son système de pension; on ne saurait donc lui reprocher de souhaiter maintenir ce dernier, mais elle a intérêt à critiquer la privation qui l'affecte de la redistribution des perceptions organisées par les dispositions attaquées.

A.3.3. Quant au premier moyen, la Cour a déjà affirmé sa compétence quant au contrôle du principe d'égalité en matière fiscale consacré par l'article 170 de la Constitution. De même, le champ du contrôle de la Cour s'est étendu aux droits et libertés consacrés par le Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Dès lors que la cotisation en matière d'allocations familiales est fixée d'une manière telle qu'elle couvre plus que les besoins de ce régime, sa partie excédentaire s'apparente bien à un impôt.

Les dispositions en cause permettent de faire revenir une partie du boni produit par les cotisations excédentaires dans le patrimoine des administrations visées par l'article 9 attaqué de la loi; celles qui financent elles-mêmes le régime de pension de leur personnel sont privées de ce bénéfice, en sorte que le principe d'égalité devant le droit de propriété se trouve violé.

La requérante prétend avoir le droit de bénéficier de la bonne gestion du régime des allocations familiales, mais aussi d'opter pour un régime autonome en matière de pensions. Elle participe au système de solidarité dans le premier; il n'y a pas de raison de la priver des avantages de ce régime au motif qu'elle ne participe pas à la solidarité dans un autre, celui des pensions. Il y a une disproportion à créer un lien entre le financement des deux systèmes, sans justification, alors qu'aucune disposition n'impose l'adhésion à l'O.N.S.S.A.P.L. Le Conseil d'Etat avait attiré l'attention du législateur sur le caractère délicat de ce système.

La justification donnée à l'octroi du bénéfice du boni des allocations familiales aux administrations dont l'institution de prévoyance a conclu un accord avec l'Office et à l'exclusion de ce bénéfice au préjudice des administrations dont l'institution de prévoyance n'a pas conclu de convention avec l'Office, tirée de l'objectif de solidarité dans le régime des pensions, est inadéquate puisque la discrimination est opérée dans le régime des allocations

familiales. Il est caractéristique de la volonté du législateur de pénaliser les administrations restant en dehors de l'emprise de l'O.N.S.S.A.P.L. Le Conseil des ministres ne justifie pas en quoi le fait de faire transiter par cette dernière les cotisations des administrations liées à une institution de prévoyance contribuerait au régime de solidarité.

A.3.4. En ce qui concerne le second moyen, la requérante ne conteste pas le principe de la retenue, mais critique le fait qu'elle soit exclue de sa répartition. Elle se réfère aux considérations précédentes en ce qui concerne la justification de l'article 10 attaqué tirée du principe de solidarité. Elle participe au régime, inspiré par ce principe, de la retenue sur les pécules de vacances, mais c'est dans un autre régime, celui des pensions, que la redistribution est opérée, sans que le lien entre les deux soit explicité.

Il ne se conçoit pas que la répartition du produit de la retenue, qualifiée d'impôt, se fasse annuellement par un arrêté du pouvoir exécutif.

*Les questions posées par la Cour*

A.4. Par une ordonnance du 15 décembre 1994, la Cour a posé les quatre questions suivantes aux parties :

« 1°) Compte tenu notamment de l'article 1er, b, de la loi du 6 août 1993, l'« ensemble des administrations locales » visé à l'article 9, alinéa 2, de la loi se limite-t-il à celles qui sont affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. ainsi qu'à celles qui ont autorisé leur institution de prévoyance à conclure une convention de perception des cotisations avec l'Office ou s'étend-il à toutes les administrations affiliées à l'Office en vertu de l'article 32 des lois coordonnées sur les allocations familiales et auxquelles les dispositions de l'article 161 de la nouvelle loi communale sont applicables ?

2°) L'article 9 de la loi, notamment ses trois derniers alinéas, autorise-t-il que la part du fonds de réserve de l'O.N.S.S.A.P.L. proportionnelle à la masse salariale du personnel des administrations finançant leurs pensions de manière autonome demeure inscrite au fonds de réserve de l'Office, sans qu'il puisse être autrement affecté ?

3°) Il conviendrait de décrire les mécanismes mis en place par les conventions de perception de cotisations de pensions qui ont été conclues entre les institutions de prévoyance des administrations locales et l'O.N.S.S.A.P.L., afin notamment d'éclairer la Cour quant à la contribution éventuelle de ces mécanismes à l'objectif de solidarité poursuivi par la loi en cause.

4°) En quoi, selon la requérante, y aurait-il discrimination renforcée par la circonstance qu'aux termes de l'article 8 de la loi, l'O.N.S.S.A.P.L. verse anticipativement aux institutions de prévoyance concernées les provisions nécessaires au paiement des mensualités de pension (requête en annulation, p. 16, premier moyen, cinquième alinéa, *in fine*) ? »

*Mémoire complémentaire du Conseil des ministres*

A.5. En réponse à ces questions, le Conseil des ministres fait part des observations suivantes.

A.5.1. En ce qui concerne la première question, il considère que « l'ensemble des administrations locales » visé à l'article 9, alinéa 2, de la loi du 6 août 1993 s'étend à toutes les administrations affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. en vertu de l'article 32 des lois coordonnées sur les allocations familiales et auxquelles l'article 161 de la nouvelle loi communale est applicable. La requérante pourrait bénéficier de la part affectée des boni en faisant assurer par l'Office la perception d'une partie des cotisations nécessaires au financement des pensions actuelles et futures de son personnel.

A.5.2. En réponse à la deuxième question, le Conseil des ministres indique que pour les administrations locales qui ne recourent pas au régime commun ou au régime des nouveaux affiliés, pour celles qui sont affiliées à une institution de prévoyance sans avoir chargé l'Office de la perception d'une partie des cotisations de pension ou pour celles qui ne recourent pas à une institution de prévoyance, aucun bénéfice de l'affectation du boni n'est possible et la part proportionnelle à la masse salariale du personnel de ces institutions demeure inscrite au fonds de réserve des pensions de l'Office sans affectation possible. Ceci résulte de l'évolution du projet de loi au cours des travaux préparatoires. Ces administrations pourront bénéficier de leur quote-part dans ce fonds lorsqu'elles adhéreront à l'un des trois régimes favorisés par la loi attaquée.

A.5.3. Quant à la troisième question, le Conseil des ministres indique que la cotisation perçue par l'O.N.S.S.A.P.L. pour le compte des institutions de prévoyance est soumise, comme la cotisation du régime commun et de celui des nouveaux affiliés, à l'arrêté royal du 25 octobre 1985, ce qui a pour effet d'en garantir la perception correcte. De même, en vertu de l'article 13, § 1er, de la loi attaquée, les administrations locales affiliées à l'O.N.S.S.A.P.L. ou celles liées à une institution de prévoyance ayant un accord avec l'Office sont soumises au contrôle de la Commission spéciale des pensions des administrations locales, qui veille au respect des règles applicables.

Il est précisé que ce ne sont pas toutes les cotisations qui doivent transiter par l'Office, mais uniquement un certain volume, et que le taux actuellement fixé à 10 p.c. est inférieur à celui qui sera nécessaire à long terme, même pour la requérante. Rien ne s'opposerait à la fixation d'autres taux non symboliques et à la conclusion d'une convention avec d'autres institutions que la SMAP.

A.5.4. Au sujet de la quatrième question, le Conseil des ministres considère au contraire que le paiement anticipatif des provisions par l'Office aux institutions de prévoyance vise à permettre le paiement des pensions sans devoir recourir à des moyens de préfinancement.

*Mémoire complémentaire de la requérante*

A.6.1. En réponse à la première des quatre questions posées par la Cour dans son ordonnance du 15 décembre 1994, la requérante affirme que l'expression « administrations locales » ne paraît pas avoir une définition univoque dans le texte de la loi, comme le montre par exemple le sens qui lui est donné en son article 10. A l'article 9, alinéa 2, les termes « ensemble des administrations locales » ne définissent ni celles qui sont visées à l'alinéa précédent, ni celles qui sont visées à l'article 1er, b, de la loi, mais toutes les administrations locales, en ce compris celles qui sont affiliées à une institution de prévoyance et qui assurent elles-mêmes le paiement des pensions à leurs agents.

A.6.2. En ce qui concerne la deuxième question, la requérante conteste que la partie du fonds de réserve des allocations familiales et du fonds de pension provenant des administrations finançant les pensions de leur personnel de manière autonome pourrait être affectée à son profit le jour où une telle administration adhérerait au régime des nouveaux affiliés ou conclura une convention avec une institution de prévoyance, puisque les disponibilités de ces fonds de réserve peuvent être affectées au financement de l'un des trois régimes de pension visés par la loi, en sorte que la partie des administrations non-affiliées ne restera pas dans le fonds de réserve tandis que, s'agissant du boni en matière d'allocations familiales, celui qui est affecté est uniquement celui de la pénultième année.

A.6.3. Quant à la troisième question, la requérante, qui dépose la convention conclue le 20 décembre 1993 entre la SMAP et l'O.N.S.S.A.P.L., en déduit qu'elle met sur pied un préfinancement des cotisations par l'Office, mais n'aperçoit pas en quoi ce mécanisme contribue à l'objectif de solidarité. On soutiendrait en vain qu'il serait ainsi permis

à la Commission spéciale des pensions de disposer des données nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, dès lors que les administrations locales liées à une institution de prévoyance sont tenues de fournir à cette Commission tous les éléments nécessaires.

A.6.4. Au sujet de la dernière question, la requérante fait valoir que le préfinancement des cotisations par l'O.N.S.S.A.P.L. entraîne des charges supplémentaires nouvelles pour cet organisme alors que ce mécanisme ne contribue pas à l'objectif proclamé de solidarité et que ces charges sont supportées par l'ensemble des administrations locales.

- B -

*Quant à la recevabilité*

B.1.1. Le Conseil des ministres conteste que la requérante ait intérêt à son recours. Il considère que sa situation n'est nullement affectée par les dispositions attaquées.

En ce qui concerne l'article 9 de la loi du 6 août 1993, il indique que, comme par le passé, la requérante reste soumise à l'obligation de cotiser à l'O.N.S.S.A.P.L. pour le régime des allocations familiales et qu'elle n'a ni plus ni moins qu'auparavant de revendications à faire valoir sur le boni des allocations familiales afférent à la pénultième année augmenté du revenu financier de ce boni et du fonds de réserve des allocations familiales de l'Office.

S'agissant de l'article 10 de la loi attaquée, le Conseil des ministres fait valoir que la retenue sur les pécules de vacances reste due par la requérante, et ce en vertu d'arrêtés royaux pris annuellement depuis le 30 janvier 1979, la disposition entreprise se bornant à en régler l'affectation, et que, si la requérante ne peut bénéficier de celle-ci, c'est en raison de son choix de s'être désaffiliée du régime commun des pensions et de ne pas adhérer au régime des nouveaux affiliés.

B.1.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.1.3. L'article 9 de la loi du 6 août 1993 affecte le boni en matière d'allocations familiales et afférent à la pénultième année, augmenté des revenus financiers provenant tant de ce boni que du fonds de réserve relatif aux allocations familiales de l'O.N.S.S.A.P.L., à des régimes de pension du personnel d'administrations locales auxquels la requérante ne s'est pas affiliée, alors que ses cotisations au régime des allocations familiales ont contribué à ce boni et à ce fonds de réserve. Si cette disposition ne modifie pas sa situation quant à l'obligation de cotiser, elle crée une situation nouvelle en ce qu'elle affecte ce boni au financement de certains régimes de pension à l'exclusion d'autres régimes, notamment celui que la requérante a adopté. Cette disposition est donc susceptible d'affecter défavorablement la requérante. Dans cette mesure, elle justifie d'un intérêt à l'annulation de l'article 9 de la loi du 6 août 1993.

B.1.4. L'article 10 de la loi du 6 août 1993 institue un fonds d'égalisation du taux des « cotisations pension » au sein de l'O.N.S.S.A.P.L. alimenté par des retenues sur le pécule de vacances payé aux agents de toutes les administrations locales, en ce compris la requérante qui, cependant, ne bénéficie pas du produit de ce fonds. Il s'est ainsi créé une situation nouvelle : certaines administrations locales bénéficient du produit financier d'un fonds qu'elles ont contribué à constituer, alors que d'autres administrations locales qui ont aussi contribué à constituer ce fonds, parmi lesquelles figure la requérante, n'en bénéficient pas. Cette disposition est donc susceptible d'affecter défavorablement la requérante. Dans cette mesure, elle justifie d'un intérêt à l'annulation de l'article 10 de la loi du 6 août 1993.

*Quant au fond*

*Sur les deux moyens réunis*

B.2. La requérante prend deux moyens de la violation des articles 10, 11 et 170 de la Constitution. Dans son premier moyen, elle invoque en outre la violation de l'article 1er du Premier Protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme.

Ni l'article 142 de la Constitution ni la loi spéciale du 6 janvier 1989 n'ont conféré à la Cour le pouvoir d'annuler des règles législatives pour violation directe de l'article 170 de la Constitution ou d'une convention internationale. La requérante n'expose pas en quoi la méconnaissance de l'article 170 de la Constitution et du Premier Protocole précité constitueraient une méconnaissance du principe d'égalité. Il y a donc lieu d'examiner les griefs de la requérante en tant seulement qu'ils s'appuient sur les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.3. L'Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales (O.N.S.S.A.P.L.) est l'organisme qui gère plusieurs secteurs de la sécurité sociale des agents des administrations locales, notamment le secteur des allocations familiales et celui des pensions. En ce qui concerne les allocations familiales, toutes les administrations locales sont affiliées à cet Office. En matière de pension, la plupart des administrations locales - 90 p.c. des communes - étaient déjà, avant la loi du 6 août 1993, affiliées à cet Office, qui organisait un système de répartition sur l'ensemble des cotisants, toutes administrations affiliées confondues. Les autres - 10 p.c. des communes mais comptant 50 p.c. des agents communaux - assuraient elles-mêmes la charge des pensions. Certaines d'entre elles avaient conclu à cet effet une convention avec une institution de prévoyance qui, dans la plupart des cas, était la Société mutuelle des administrations publiques (SMAP) (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 1012/3, p. 3, *Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 783-2, pp. 2 et 3).

En adoptant la loi du 6 août 1993, le législateur a pris une série de mesures destinées à faire face à la charge croissante des pensions qui pèse sur les communes (*ibidem*).

B.4. L'article 9 de la loi attaquée permet d'affecter au financement des pensions le boni en matière d'allocations familiales et afférent à l'avant-dernière année, augmenté des revenus financiers provenant tant de ce boni que du fonds de réserve relatif aux allocations familiales de l'Office.

B.5. L'article 2 de la loi autorise les administrations locales dont le personnel n'est pas affilié au régime commun à l'affilier soit au régime des nouveaux affiliés à l'Office, soit, par convention, auprès d'une institution de prévoyance.

B.6. Afin de ne pas aggraver la charge financière pesant sur les administrations locales affiliées au régime commun, l'article 5, alinéa 2, de la loi prévoit que le régime des nouveaux affiliés fait l'objet d'une gestion distincte de celle du régime commun.

L'article 10 de la loi établit un fonds d'égalisation alimenté par la retenue de 13,07 p.c. effectuée sur le pécule de vacances des agents. Ce fonds contribuera « à l'alignement des taux de cotisation propres à ces deux régimes » (article 10, § 1er, alinéa 2, *in fine*).

B.7. Les articles 9 et 10 contiennent des mesures destinées à inciter les administrations locales à opter pour un régime de solidarité. Depuis l'entrée en vigueur de la loi attaquée, on peut distinguer cinq régimes selon le choix qui est fait par chaque administration locale :

- 1° le régime commun, qui est le prolongement du régime ancien de répartition;
- 2° le régime des nouveaux affiliés, qui prend en charge les pensions futures et, de manière progressive, les pensions du personnel déjà retraité;
- 3° le régime des administrations assurant de manière autonome la pension de leur personnel, mais ayant conclu avec une institution de prévoyance une convention à cet effet et ayant autorisé cette institution à confier à l'O.N.S.S.A.P.L. la perception des cotisations relatives aux pensions;
- 4° le régime des administrations assurant de manière autonome la pension de leur personnel, mais ayant conclu avec une institution de prévoyance une convention à cet effet sans avoir donné pareille autorisation au profit de l'O.N.S.S.A.P.L.;
- 5° le régime des administrations assurant de manière autonome la pension de leur personnel, sans avoir conclu de convention avec une institution de prévoyance.

Seules les administrations ayant opté pour l'un des trois premiers régimes bénéficient de la répartition prévue aux alinéas 2 et 3 de l'article 9; seules les administrations ayant opté pour le deuxième régime bénéficient du fonds d'égalisation créé par l'article 10.

B.8. La requérante est une intercommunale qui est tenue d'assurer un régime de pension à son personnel, l'arrêté royal n° 281 du 31 mars 1936 assimilant les intercommunales aux communes en cette matière. Elle a opté pour le quatrième des régimes décrits ci-dessus. Elle ne bénéficie donc d'aucun des avantages prévus par les articles 9 et 10 de la loi attaquée.

B.9. Il n'appartient pas à la Cour d'apprécier si une mesure établie par la loi est opportune ou souhaitable. C'est au législateur qu'il revient d'apprécier, lorsqu'il met sur pied de nouveaux régimes de pension, s'il convient de prendre des mesures visant à inciter les administrations locales à adhérer à ces nouveaux régimes, comme il l'a fait par les articles 9 et 10 de la loi du 6 août 1993. Ce faisant, le législateur ne peut cependant méconnaître les articles 10 et 11 de la Constitution en traitant certaines administrations de façon discriminatoire par rapport à d'autres administrations qui leur seraient comparables.

B.10. Les règles constitutionnelles de l'égalité et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traitement soit établie entre des catégories de personnes, pour autant qu'elle repose sur un critère objectif et qu'elle soit raisonnablement justifiée.

L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé.

B.11. En ce que les moyens de financement des articles 9 et 10 sont réservés aux administrations qui ont opté pour le régime commun ou pour le régime des nouveaux affiliés, cette distinction repose sur un critère objectif : seules ces administrations ont adhéré à un régime de solidarité; les autres ont opté pour une gestion autonome de leur fonds de pension.

B.12. Par ailleurs, en raison du lien qui unit les différents secteurs de la sécurité sociale, il appartient au législateur d'apprécier s'il convient d'opérer des transferts financiers d'un secteur à l'autre, lorsqu'il constate que l'un de ces secteurs est en déficit tandis que d'autres secteurs sont en boni. La question ne se pose pas, en l'espèce, de savoir si de tels transferts n'établissent pas de discrimination entre les bénéficiaires des différents secteurs de sécurité sociale.

B.13. Dès lors que le législateur tient la solidarité entre les administrations locales pour un objectif fondamental de la réglementation nouvelle et qu'il constate que la charge des pensions qui pèse sur ces administrations ne cesse de s'alourdir, il peut raisonnablement décider de transférer les bonis des allocations familiales au profit des régimes de pension, d'instituer un fonds d'égalisation alimenté par des retenues opérées sur les pécules de vacances et d'assortir ces mécanismes de mesures financières incitant les administrations à adhérer aux régimes fondés sur la solidarité.

En prenant de telles mesures, le législateur n'établit pas de distinction arbitraire ou disproportionnée.

B.14. La Cour constate cependant que, en ce qui concerne l'article 9, le législateur n'a pas réservé les avantages qui y sont prévus aux administrations locales qui participent à l'un des deux régimes fondés sur la solidarité : l'article 9, alinéa 1er, étend le bénéfice des répartitions qu'il opère aux administrations qui ont opté pour le troisième des régimes prédécrits. Bien que ces administrations restent en dehors des régimes de solidarité, il peut se comprendre que le législateur n'ait pas voulu contraindre les administrations qui avaient conclu une convention avec une institution de prévoyance à la rompre.

B.15. Le troisième alinéa de l'article 9 établit en outre une distinction parmi les administrations locales selon qu'elles ont opté pour le troisième ou pour le quatrième des régimes décrits en B.7. On n'aperçoit pas quelle raison, en rapport avec l'objectif de solidarité, justifierait que les administrations qui ont signé une convention avec une institution de prévoyance soient privées du bénéfice des répartitions prévues par l'article 9 au seul motif qu'elles n'ont pas permis que l'Office assure la perception des cotisations destinées au financement des pensions.

Sans doute cette privation n'est-elle pas définitive puisque les montants non affectés restent inscrits au fonds de réserve des pensions de l'Office (article 9, alinéa 4) et qu'il suffirait à la requérante de permettre à celui-ci de percevoir les cotisations pour qu'elle puisse participer aux répartitions dont elle est exclue. Il reste cependant que, tant que la requérante n'a pas conclu une telle convention avec l'Office, elle demeure privée de ces répartitions.

B.16. Le Conseil des ministres explique que, en incitant les administrations à faire percevoir les cotisations par l'Office - perception actuellement limitée à 10 p.c. des cotisations selon la convention conclue entre l'Office et la SMAP le 20 décembre 1993 -, la loi permet l'exercice du contrôle confié à la Commission spéciale instituée par l'article 13 de la loi, contrôle qui porte sur l'adéquation des cotisations perçues et sur la légalité des pensions versées. Cette mesure aurait également pour effet de faire entrer l'administration concernée dans « une organisation qui, à terme, permettra d'uniformiser le mode de financement des régimes de pension des administrations locales et d'entraîner une solidarité plus grande entre ces régimes ». Le Conseil des ministres ajoute « qu'il serait difficilement concevable et en outre difficilement réalisable dans la pratique que l'O.N.S.S.A.P.L., qui détient le boni (des allocations familiales), verse à un interlocuteur de droit privé avec lequel il n'a aucune relation, un boni sans aucun rapport ni avec la charge de pensions à financer ni avec les rémunérations des actifs sur lesquelles est prélevée une contribution destinée au financement (des) pensions ». Le contrôle permanent que permet le transit d'une fraction des cotisations par l'Office favoriserait ainsi une application cohérente et uniforme des régimes de pension, permettrait de prendre des mesures destinées à en freiner la charge croissante et contribuerait ainsi indirectement à l'objectif de solidarité.

B.17. Bien que de tels objectifs ne semblent pas avoir été invoqués au cours des travaux préparatoires, il est possible que la mesure critiquée puisse faciliter les contrôles décrits par le Conseil des ministres. Il n'apparaît cependant pas qu'une mesure aussi radicale qu'une obligation de faire percevoir les cotisations par l'Office, sous peine d'être privé du bénéfice des répartitions de l'article 9, soit indispensable pour atteindre lesdits objectifs.

B.18. La sanction qui frappe les administrations locales qui n'ont pas chargé l'Office de percevoir les cotisations est sans lien direct avec l'objectif de solidarité qui inspire la loi du 6 août 1993. Elle a des effets disproportionnés par rapport à l'objectif de contrôle invoqué par le Conseil des ministres.

B.19. Le premier moyen est fondé en ce qu'il critique la condition énoncée à l'article 9, alinéa 3, de la loi. Il est, pour le surplus, non fondé, de même que le second moyen dirigé contre l'article 10 de la loi.

Par ces motifs,

la Cour

annule, à l'article 9, alinéa 3, de la loi du 6 août 1993 relative aux pensions du personnel nommé des administrations locales, les mots : « et pour autant que l'Office assure la perception de la cotisation destinée au financement des pensions du personnel de cette administration locale »;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 4 avril 1995.

Le greffier,  
L. Potoms.

Le président,  
M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 95 — 1232

[C - 21147]

#### Arrest nr. 29/95 van 4 april 1995

Rolnummer 692

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen, ingesteld door de Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 14 maart 1994 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 15 maart 1994, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 9 en 10 van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen (*Belgisch Staatsblad* van 17 september 1993), wegens schending van de artikelen 10, 11 en 170 van de Grondwet en van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, door de Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi, intercommunale in de rechtsvorm van een coöperatieve vennootschap, waarvan de zetel gevestigd is te Charleroi, boulevard Joseph II, 13.

#### II. De rechtspleging

Bij beschikking van 15 maart 1994 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 31 maart 1994 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 april 1994.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 13 mei 1994 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 27 mei 1994 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 28 juni 1994 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 14 maart 1995.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 30 juni 1994 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 15 december 1994 heeft de voorzitter in functie de zetel aangevuld met rechter J. Delruelle, gelet op de inruststelling van een Franstalige rechter van de zetel.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof iedere partij uitgenodigd een aanvullende memorie in te dienen en een kopie ervan te laten toekomen aan de andere partij, uiterlijk op 20 januari 1995, betreffende de hierna gestelde vragen :

1°) Beperkt het « geheel van de plaatselijke besturen » dat beoogd wordt in artikel 9, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1993, gelet met name op artikel 1, b, van die wet, zich tot die welke aangesloten zijn bij de R.S.Z.P.P.O. alsmede die welke hun verzorgingsinstelling ertoe hebben gemachtigd een overeenkomst inzake inruing van de bijdragen af te sluiten met de Rijksdienst of strekt het zich uit tot alle besturen die aangesloten zijn bij de Rijksdienst krachtens artikel 32 van de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag en waarop de bepalingen van artikel 161 van de nieuwe gemeentewet toepasselijk zijn ?

2°) Staat artikel 9 van de wet, met name de laatste drie leden ervan, toe dat het gedeelte van het reservefonds van de R.S.Z.P.P.O. dat evenredig is met de loonsom van het personeel van de besturen die hun pensioenen autonoom financieren, ingeschreven blijft in het reservefonds van de Rijksdienst, zonder dat het anderszins kan worden bestemd ?



3°) Er zou een beschrijving moeten worden gegeven van de mechanismen die door de overeenkomsten inzake de inning van pensioenbijdragen die tussen de verzorgingsinstellingen van de lokale besturen en de R.S.Z.P.P.O. zijn gesloten, zijn ingesteld, ten einde met name het Hof te informeren omtrent de eventuele bijdrage van die mechanismen tot de solidariteitsdoelstelling die door de in het geding zijnde wet wordt nagestreefd.

4°) In welk opzicht zou, aldus de verzoekende partij, de discriminatie worden versterkt door de omstandigheid dat volgens artikel 8 van de wet de R.S.Z.P.P.O. bij voorbaat aan de betrokken verzorgingsinstellingen de provisie stort die noodzakelijk zijn voor de betaling van de maandelijkse pensioenbedragen (verzoekschrift tot vernietiging, p. 16, eerste middel, vijfde alinea, *in fine*) ?

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 16 december 1994 ter post aangetekende brieven.

Aanvullende memories zijn ingediend door :

- de Ministerraad, bij op 19 januari 1995 ter post aangetekende brief;
- de verzoekende partij, bij op 20 januari 1995 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 1 februari 1995 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 23 februari 1995.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 1 februari 1995 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 23 februari 1995 :

- zijn verschenen :
  - . Mr. J. Bourtembourg, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;
  - . Mr. N. Cahen, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

Bij beschikking van 28 februari 1995 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 14 september 1995.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

### III. De in het geding zijnde normen

De wet betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen is aangenomen op 6 augustus 1993. Haar eerste hoofdstuk heeft als titel « Aansluiting van plaatselijke besturen bij de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten of bij een verzorgingsinstelling ». Haar artikel 2 staat de plaatselijke besturen toe hun personeel dat nog niet bij de Rijksdienst is aangesloten, erbij aan te sluiten. Zo niet blijven zij verplicht zelf in te staan voor de last van de pensioenen. De - onherroepbare - aansluiting kan gebeuren bij het gemeenschappelijke stelsel, bij het bij die wet ingevoerde stelsel van de nieuwe aangeslotenen of nog bij overeenkomst met een verzorgingsinstelling. De artikelen 3 tot 8 van de wet stellen de rechten en plichten ter zake van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten (R.S.Z.P.P.O.) en van de betrokken besturen vast.

De artikelen 9 en 10 van de wet, die het onderwerp zijn van het beroep, luiden als volgt :

« Art. 9. Ieder jaar wordt het overschot inzake kinderbijslag met betrekking tot het voorlaatste jaar, verhoogd met de financiële opbrengsten zowel van dit overschot als van het reservefonds betreffende de kinderbijslag van de Rijksdienst, bestemd voor de financiering van de pensioenen die ten laste zijn van het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen en van de verzorgingsinstelling.

Deze affectatie wordt verricht in verhouding tot het gedeelte van de respectieve loonmassa van het bij ieder van die stelsels aangesloten personeel, met betrekking tot de totale loonmassa van het vastbenoemde personeel van het geheel van de plaatselijke besturen.

Voor het bij een verzorgingsinstelling aangesloten personeel gebeurt deze affectatie bovendien in verhouding tot de loonmassa van het personeel voor welk het plaatselijk bestuur een overeenkomst heeft gesloten met de verzorgingsinstelling en voor zover de Rijksdienst instaat voor de inning van de bijdrage bestemd voor de financiering der pensioenen van het personeel van dit plaatselijk bestuur.

De niet-bestemde bedragen blijven ingeschreven op het reservefonds van de pensioenen van de Rijksdienst.

Eventuele beschikbare gelden in het Reservefonds van de kinderbijslag en het Reservefonds van de pensioenen kunnen er ook voor worden bestemd.

Zowel de grootte van de toegewezen bedragen als de verdeling ervan worden jaarlijks vastgesteld door een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

Art. 10. § 1. Bij de Rijksdienst wordt een fonds voor egalitatie van het percentage van de pensioenbijdragen ingesteld. Dit fonds wordt, vanaf 1994, gestijfd met een inhouding van 13,07 pct. die uitgevoerd wordt op het forfaitaire en het wijzigbaar gedeelte van het vakantiegeld, betaald aan de personeelsleden van de plaatselijke besturen.

De opbrengst van dit fonds wordt bestemd voor de financiering van hetzij het gemeenschappelijk pensioenstelsel van de lokale overheden, hetzij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen, teneinde bij te dragen tot de overeenstemming van de bijdragepercentages die eigen zijn aan die twee stelsels.

De verdeling van de opbrengst van dit fonds zal jaarlijks, en voor de eerste keer in 1995, vastgesteld worden bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

§ 2. Artikel 11bis van het koninklijk besluit van 30 januari 1979 betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan het personeel van 's lands algemeen bestuur houdt op van toepassing te zijn op de personeelsleden van de plaatselijke besturen. »

### IV. In rechte

- A -

#### Verzoekschrift

A.1.1. De verzoekende partij begint met de toestand uiteen te zetten van de financiële reserves en de provisie die zijn aangelegd door de R.S.Z.P.P.O., die, krachtens de wet van 1 augustus 1985, de Omslagkas voor Gemeentelijke Pensioenen opvolgde. Op basis van de wet van 16 maart 1954 en van de wettelijke opdracht van die instelling, betwist zij de wettigheid van die reserves.

Zij herinnert aan het standpunt van de federale Regering betreffende de bestreden bepalingen, zoals het werd geformuleerd ter gelegenheid van de parlementaire voorbereiding die erop betrekking heeft, met name de antwoorden die werden gegeven op de opmerkingen van parlementsleden en van de Raad van State.

A.1.2. Na de algemene economie van de in het geding zijnde wet en van haar twee bestreden artikelen te hebben voorgesteld, geeft zij te kennen dat zij een intercommunale vereniging is waarvan het doel de oprichting is van instellingen van medische of sociale aard.

Haar personeelsleden waren aangesloten bij de Omslagkas voor Gemeentelijke Pensioenen. Op 29 januari 1987 besloot de verzoekende partij haar personeelsleden niet aan te sluiten bij de R.S.Z.P.P.O. vanaf 1 januari 1987 en de toekomstige pensioenen van haar personeel op zich te nemen door tussenkomst van een verzorgingsinstelling, ten deze OMOB, waarmee zij een overeenkomst voor het beheer van haar pensioenfondsen sloot.

Door haar bijdrage in het stelsel van de kinderbijslag aan de gemeenschappelijke instelling, droeg zij bij tot het ontstaan van een overschot in die sector. Tijdens haar aansluiting bij het gemeenschappelijke pensioenstelsel tussen 1975 en 1986 droeg zij eveneens bij tot de aanleg van reserves in die sector. Zij doet dan ook van het vereiste belang blijken.

A.1.3. Het eerste middel, waarin de schending wordt aangevoerd van de artikelen 10, 11 en 170 van de Grondwet en van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens, beoogt artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993. De bezwaren die worden afgeleid uit die regels zijn de volgende :

- Het is niet verantwoord dat de plaatselijke overheden die aangesloten zijn bij een verzorgingsinstelling al dan niet de overschotten inzake kinderbijslag kunnen genieten naargelang de bijdragen aan de verzorgingsinstelling door de R.S.Z.P.P.O. dan wel rechtstreeks worden betaald. Die discriminatie kan des te minder worden verantwoord daer, in het eerste geval, de noodzakelijke bijdragen voorafgaandelijk door de Rijksdienst aan de verzorgingsinstelling worden gestort.

- Alleen de plaatselijke overheden die aangesloten zijn bij het gemeenschappelijke stelsel van de pensioenen of bij het stelsel van de nieuwe aangeslotenen van de R.S.Z.P.P.O. zullen de overschotten kunnen genieten van het stelsel van de kinderbijslag die ingeschreven zijn in het reservefonds van de pensioenen van de Rijksdienst.

- Die inbreuk op de gelijkheid leidt ertoe dat sommige plaatselijke overheden en hun personeelsleden uit hun eigendom worden ontzet.

- De ongelijkheid wordt verzaagd door de omstandigheid dat het bedrag van de bijdrage inzake kinderbijslag, het bedrag van de bestemde bedragen en de omslag ervan, belastingen genoemd, door administratieve beslissingen, en niet door de wet worden vastgesteld.

- De regels van gelijkheid en niet-discriminatie zijn geschonden wanneer de wet voor de toekomst de heffing toestaat van bijdragen aan het stelsel van de kinderbijslag tegen een hoger bedrag dan noodzakelijk is voor het beheer ervan ten einde het pensioenstelsel van sommige plaatselijke besturen te financieren.

A.1.4. Als tweede middel, dat artikel 10 van de wet van 6 augustus 1993 beoogt, wordt de schending aangevoerd van de artikelen 10, 11 en 170 van de Grondwet. Die regels worden miskend wanneer de plaatselijke overheden die niet deelnemen aan het gemeenschappelijk pensioenstelsel verplicht worden deel te nemen aan de financiering van het egalisatiefonds. De inbreuk op de gelijkheid wordt verzaagd door de omstandigheid dat de omslag van de inhouding op de kinderbijslag, belasting genoemd, bij een koninklijk besluit en niet bij de wet zal worden vastgesteld.

#### *Memorie van de Ministerraad*

A.2.1. Het door de wet van 6 augustus 1993 nagestreefde doel bestaat erin het stelsel van financiering van de pensioenen van de plaatselijke besturen te herorganiseren door die besturen toe te staan hun personeel, indien het niet onder het gemeenschappelijk pensioenstelsel valt, aan te sluiten bij een stelsel van de nieuwe bij de R.S.Z.P.P.O. aangeslotenen, welke inschrijving onherroepbaar is, of bij een mechanisme van overeenkomst bij een verzorgingsinstelling die zelf met de Rijksdienst een overeenkomst heeft gesloten waarbij die zich belast met de inning van de bijdragen en de financiering van de pensioenen. Die twee nieuwe mogelijkheden strekken ertoe de zorgwekkende situatie te verhelpen van de pensioenlast van het personeel van de besturen die niet bij de R.S.Z.P.P.O. zijn aangesloten zonder de overeenkomsten te veronachtzamen die eerder door sommige plaatselijke besturen met verzorgingsinstellingen werden gesloten. De besturen die geen keuze hebben gemaakt uit één van die stelsels zijn ertoe gehouden het pensioen van hun personeel op autonome wijze te verzekeren, hetzij zelf, hetzij door een verzorgingsinstelling.

De nieuwe in het leven geroepen stelsels, gebaseerd op de solidariteit tussen de betrokken besturen, strekken ertoe te voorkomen dat de besturen die zelf het pensioen van hun personeel verzekeren zich in een blokkeersituatie bevinden die toe te schrijven is aan een te hoge verhouding tussen de pensioenlast en de loonsom.

Gelet op artikel 113 van het koninklijk besluit van 26 december 1938, dat elke nieuwe aansluiting bij het vroegere gemeenschappelijke stelsel financieel onwerkbaar maakte, moest de veralgemening van het nieuwe stelsel evenwel mogelijk worden gemaakt op dat vlak. Met dat doel staat artikel 4 van de wet de tenlasteneming door het stelsel van de nieuwe aangeslotenen toe van een gedeelte van de lopende pensioenen volgens een geïndividualiseerd stelsel dat de tenlasteneming van de pensioenen van de meest recent gepensioneerde personeelsleden bevordert.

Het nieuwe stelsel moest eveneens een aantrekkelijk karakter vertonen voor de besturen die geen onmiddellijk belang hebben om zich aan te sluiten. Dat is het doel van de bestreden bepalingen. Een bijdrage die eigen is aan het stelsel van de nieuwe aangeslotenen wordt in het leven geroepen, maar, ten einde de stijging van de bijdragetarieven af te remmen, worden het overschot van het stelsel van de kinderbijslag en de inkomsten die door dat overschot alsmede door het reservefonds van de kinderbijslag worden voortgebracht, bestemd voor de financiering van de pensioenen van het gemeenschappelijk stelsel en van het stelsel van de nieuwe aangeslotenen, en dit evenredig met het gedeelte van de loonsom van het personeel dat aangesloten is bij elk van die stelsels ten opzichte van de totale loonsom van al het personeel van de plaatselijke besturen. De besturen die gebonden zijn aan een verzorgingsinstelling zullen dat stelsel kunnen genieten, voor zover de R.S.Z.P.P.O. belast werd met de inning van de bijdragen. Voor de besturen die zelf de pensioenen van hun personeel verzekeren en die geen dergelijk akkoord met de Rijksdienst hebben gesloten, blijven de niet bestemde gedeeltes ingeschreven op het reservefonds van de pensioenen van de Rijksdienst.

Ten einde het voortbestaan te voorkomen van te omvangrijke verschillen tussen de bijdragetarieven van de twee pensioenstelsels, wordt een fonds voor egalisatie van die tarieven in het leven geroepen bij het bestreden artikel 10 van de wet. Dat fonds wordt gestijfd door de inhouding van 13,07 pct. op het vakantiegeld dat betaald wordt aan de personeelsleden van de plaatselijke besturen. Alleen de deelnemers aan de pensioenstelsels van de R.S.Z.P.P.O., en niet de besturen die gebonden zijn aan een verzorgingsinstelling, zullen ervoor in aanmerking komen.

A.2.2. De Ministerraad betwist de beweerde onwettigheid van de door de R.S.Z.P.P.O. aangelegde reserves, gelet op met name artikel 6 van het koninklijk besluit van 1 september 1969. Het percentage van de bijdrage aan het stelsel van de kinderbijslag, dat vanaf 1987 van 5,75 naar 5,25 pct. werd verlaagd, wordt vastgesteld ten einde de financiering

van dat stelsel te dekken, en niet om de Rijksdienst in de gelegenheid te stellen reserves aan te leggen; het houdt ook rekening met de zorg dat geen distorsie in het leven wordt geroepen met het in de privé-sector geldende bedrag van 7 pct.

Na de posten te hebben gepreciseerd betreffende de financiële reserves van de R.S.Z.P.P.O., beschrijft de Ministerraad de opdracht van deze laatste, zoals die voortvloeit uit het koninklijk besluit nr. 491 van 31 december 1986 tot wijziging van de wet van 25 april 1933, in die zin dat die niet alleen erin bestaat het bestuur van de pensioenen de bedragen ter beschikking te stellen die noodzakelijk zijn voor de betaling van de pensioenen, maar ook de financiering te verzekeren van de last van deze laatste, wat noodzakelijk een voorzorgskarakter impliceert.

A.2.3. In feite heeft de verzoekende partij haar lidmaatschap van het gemeenschappelijk stelsel van de plaatselijke overheden opgezegd. De pensioenen van haar sinds die datum gepensioneerd personeel zijn te haren laste; zij sloot daartoe een beheersovereenkomst voor het pensioenfonds met een verzorgingsinstelling, ten deze OMOB, en zij heeft deze laatste niet gemachtigd een overeenkomst te sluiten voor de inning van de bijdragen met de R.S.Z.P.P.O.

A.2.4. Ten aanzien van de ontvankelijkheid wordt de situatie van de verzoekende partij geenszins geraakt door het bestreden artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993. Zij blijft immers gehouden tot de betaling van de bijdragen inzake kinderbijslag en zij heeft niet meer noch minder dan voorheen aanspraken te doen gelden op het eventuele overschot van die sector of op haar bijdrage tot dat overschot. Hetzelfde geldt voor het bestreden artikel 10 van de wet van 6 augustus 1993. De inhouding op het vakantiegeld is verschuldigd krachtens een andere tekst, het koninklijk besluit van 30 januari 1979. Naar luid van het koninklijk besluit van 6 mei 1993 is het bedrag van die inhouding op 13,07 pct. vastgesteld.

Dat de verzoekende partij erover klaagt de door de bestreden bepalingen verleende bestemming niet te kunnen genieten, is toe te schrijven aan de keuze die zij heeft gemaakt door in 1987 het gemeenschappelijk pensioenstelsel te verlaten, door zich niet aan te sluiten bij het stelsel van de nieuwe aangeslotenen en door OMOB niet ertoe te machtigen zich tot de R.S.Z.P.P.O. te wenden voor de inning van de bijdragen. Gelet op het niveau van de pensioenen die door de verzoekende partij aan haar personeelsleden verleend worden, zou zij, op termijn, geen nadeel kunnen lijden vanwege haar aansluiting bij het nieuw in het leven geroepen stelsel.

A.2.5. Als antwoord op het eerste middel begint de Ministerraad met de bevoegdheid van het Hof te betwisten om de inachtneming van artikel 170 van de Grondwet en van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens te toetsen.

Het bestreden artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993 roept geen belasting in het leven: de bijdrage inzake kinderbijslag is een sociale zekerheidsbijdrage waarvan het bedrag door de Koning wordt vastgesteld krachtens de wet van 1 april 1985. In ieder geval vormt die bijdrage, wanneer zij eenmaal is geïnd, geenszins het vermogen van de schuldenaar ervan. Die voert een wettelijke verplichting uit ten gunste van de R.S.Z.P.P.O., welke de bijdrage bij voorrang moet bestemmen voor de betaling van de kinderbijslag, aangezien erige andere bestemming slechts door de wetgever kan worden vastgesteld. Het tarief van de bijdragen werd niet op een hoger bedrag vastgesteld dan wat noodzakelijk is voor de dekking van de behoeften inzake kinderbijslag. Het overschot van die sector vloeit voort uit het goede beheer ervan, dat de verzoekende partij niet kan genieten, aangezien zij geweigerd heeft aan dat stelsel deel te nemen.

De algemene doelstelling van de bestreden wet is het voorspelbare faillissement van de bijzondere pensioenstelsels te voorkomen; het is dus verantwoord dat enkel diegenen die eraan deelnemen de voordelen ervan behalen.

De wetgever heeft het voordeel van het bestreden artikel 9 toegekend aan de besturen die gebonden zijn aan een verzorgingsinstelling die met de R.S.Z.P.P.O. een overeenkomst voor de inning van de bijdragen heeft gesloten. Er kon immers geen breuk van de lopende betrekkingen tussen de besturen en de verzorgingsinstellingen worden opgelegd, maar door de voorwaarde op te leggen van een aanvaarding van een overeenkomst tussen deze laatste en de Rijksdienst, wordt een controle van de inachtneming van de wettelijke verplichtingen verzekerd en treden de betrokken besturen tot een organisatie toe die het mogelijk zal maken dat de wijze van financiering van de pensioenstelsels wordt geïniformiseerd en een grotere solidariteit tussen die stelsels ontstaat.

A.2.6. Als antwoord op het tweede middel herinnert de Ministerraad eraan dat de inhouding van 13,07 pct. voortvloeit uit vroegere koninklijke besluiten, aangezien artikel 10 zich beperkt tot het regelen van de bestemming ervan. Het brengt dus geen nadeel aan de verzoekende partij toe.

Die bepaling roept geen discriminatie in het leven. De sociale zekerheid steunt op het solidariteitsprincipe, dat toestaat dat de wet onderscheiden maakt tussen bepaalde situaties. De verzoekende partij had zich buiten die solidariteit geplaatst, en kan dan ook geen aanspraak erop maken die te genieten.

De bestreden bepaling voorziet in de grondslag, de berekeningsbasis en het bedrag van de inhouding, zodat de kritiek die betrekking heeft op het niet optreden van de wetgever ter zake niet gegrond is. Die inhouding is in ieder geval geen belasting: de wet geeft haar een nauwkeurige bestemming.

#### *Memorie van de verzoekende partij*

A.3.1. De bestreden wet maakt het mogelijk besturen het solidariteitsbeginsel te laten genieten, maar uitsluitend vanaf het ogenblik waarop zij er belang bij hebben wegens het bedrag van hun pensioenuitgaven.

De R.S.Z.P.P.O., die zich in een repartitiestelsel inschakelt, kan geen reserves aanleggen op doelbewuste en terugkerende wijze. Geen tekst voorziet in de mogelijkheid, voor die instelling, om dergelijke reserves aan te leggen. Het koninklijk besluit van 1 september 1969 staat weliswaar het aanleggen van een reservefonds toe, maar kan de Rijksdienst niet ertoe machtigen de bijdragen op een zodanig bedrag vast te stellen dat het zeker tot een overschot leidt, dat op doelbewuste wijze is berekend ten einde de financiering van andere sectoren dan die van de kinderbijslag te verzekeren. Het is niet verantwoord een distorsie te voorkomen tussen de bedragen die toepasselijk zijn op de privé-sector en de openbare sector.

A.3.2. Ten aanzien van de ontvankelijkheid wordt de vraag gesteld, niet of de verzoekende partij over een subjectief recht beschikt op het overschot van het stelsel van de kinderbijslag, maar of, zodra tot de verdeling van dat overschot wordt besloten, dat kan gebeuren onder uitsluiting van sommige van de bijdragende besturen. In die context heeft de verzoekende partij er belang bij de vernietiging te vorderen van de bepalingen die haar uitsluiten van het repartitiestelsel.

De bewering van de minister tijdens de parlementaire voorbereiding van de bestreden wet, volgens welke het deel van het overschot van de besturen die buiten één van de drie stelsels blijven waarin die wet voorziet, geblokkeerd zou blijven in het reservefonds, wordt gelogenstraft door de tekst van het bestreden artikel 9, dat erin voorziet dat de bestemming van het overschot gebeurt in verhouding tot de loonsom van het personeel van het geheel van de besturen, namelijk de besturen die aangesloten zijn bij één van de pensioenstelsels. Zelfs indien dat gedeelte geblokkeerd blijft,

zullen de uitgesloten besturen het niet kunnen genieten zolang zij zich niet aansluiten bij één van de drie stelsels. De eventueel beschikbare gelden van de reservefondsen van de kinderbijslag en van de pensioenen kunnen bovendien elk jaar bestemd worden voor de financiering van de pensioenen ten laste van één van de drie stelsels.

De verzoekende partij grondt haar belang om de vernietiging van artikel 10 van de wet van 6 augustus 1993 te vorderen op het feit dat zij uitgesloten wordt van het door de wet georganiseerde herverdelingsstelsel, terwijl zij deelneemt aan de bijdragen waarop de inhouding wordt geïnd.

Het feit dat de verzoekende partij geïncasseerd wordt wegens haar keuze, die door de wet wordt toegestaan, om zelf het pensioenstelsel van haar personeel te financieren, vormt het belangrijkste verwijt dat tegen de bestreden bepalingen wordt gericht. De wet staat de toekenning, door de plaatselijke besturen, van pensioenen toe die op meer gunstige wijze dan in het wettelijk stelsel worden vastgesteld. Het afsluiten, door de voorzorgsinstelling van de verzoekende partij, van een overeenkomst voor de inning van de bijdragen met de R.S.Z.P.P.O. zou tot gevolg hebben dat die bijdragen vastgesteld worden op een niveau dat de huidige last van haar pensioenstelsel te boven gaat; men zou haar dus niet kunnen verwijten te wensen dat laatste te behouden, maar zij heeft er belang bij de ontzegging die haar raakt van de herverdeling van de door de bestreden bepalingen georganiseerde inningen te bekritisieren.

A.3.3. Ten aanzien van het eerste middel heeft het Hof reeds zijn bevoegdheid bevestigd wat de toetsing van het gelijkheidsbeginsel op fiscaal gebied betreft dat vastgelegd is in artikel 170 van de Grondwet. Ook heeft de toetsings sfeer van het Hof zich uitgebreid tot de rechten en vrijheden die zijn vastgesteld in het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Vermits de bijdrage inzake kinderbijslag op een zodanige wijze is vastgesteld dat zij meer dekt dan de behoeften van dat stelsel, lijkt het overschotgedeelte ervan wel degelijk op een belasting.

De in het geding zijnde bepalingen maken het mogelijk dat een gedeelte van het overschot dat door de overtollige bijdragen wordt voortgebracht terugkeert naar het vermogen van de bij het bestreden artikel 9 van de wet beoogde besturen; die welke zelf het pensioenstelsel van hun personeel financieren verliezen dat voordeel, zodat het beginsel van gelijkheid voor het eigendomsrecht geschonden is.

De verzoekende partij beweert het recht te hebben het goede beheer van het stelsel van de kinderbijslag te genieten, maar ook te opteren voor een autonoom stelsel inzake pensioenen. Zij neemt deel aan het solidariteitsstelsel in het eerstgenoemde; er is geen reden haar de voordelen van dat stelsel te ontzeggen omdat zij niet deelneemt aan de solidariteit in een ander, dat van de pensioenen. Het is onevenredig een verband in het leven te roepen tussen de financiering van de twee stelsels, zonder verantwoording, terwijl geen bepaling de aansluiting bij de R.S.Z.P.P.O. verplicht stelt. De Raad van State had de aandacht van de wetgever gevestigd op het delicate karakter van dat stelsel.

De verantwoording die wordt gegeven aan de toekenning van het voordeel van het overschot van de kinderbijslag aan de besturen waarvan de voorzorgsinstelling een akkoord heeft afgesloten met de Rijksdienst en met uitsluiting van dat voordeel ten nadele van de besturen waarvan de voorzorgsinstelling geen overeenkomst met de Rijksdienst heeft afgesloten, afgeleid uit de doelstelling van solidariteit in het pensioenstelsel, is niet adequaat vermits de discriminatie tot stand wordt gebracht in het stelsel van de kinderbijslag. Het is karakteristiek voor de wil van de wetgever de besturen te penalisieren die buiten de invloedssfeer van de R.S.Z.P.P.O. blijven. De Ministerraad verantwoordt niet in welk opzicht het feit via deze laatste de bijdragebetaling te laten verlopen van de besturen die gebonden zijn aan een voorzorgsinstelling, tot het solidariteitsstelsel zou bijdragen.

A.3.4. Wat het tweede middel betreft betwist de verzoekende partij niet het principe van de inhouding, maar bekritiseert zij het feit dat zij uitgesloten is van de omslag ervan. Zij verwijst naar de voorgaande overwegingen wat de verantwoording van het bestreden artikel 10 betreft die afgeleid is uit het solidariteitsbeginsel. Zij neemt deel aan het stelsel, dat op dat principe is gebaseerd, van de inhouding op het vakantiegeld, maar in een ander stelsel, dat van de pensioenen, is het dat de herverdeling tot stand wordt gebracht, zonder dat het verband tussen de twee wordt geëxpliciteerd.

Het is niet denkbaar dat de verdeling van de opbrengst van de inhouding, belasting genoemd, jaarlijks geschiedt bij een besluit van de uitvoerende macht.

#### *De door het Hof gestelde vragen*

A.4. Bij een beschikking van 15 december 1994 stelde het Hof de volgende vier vragen aan de partijen :

« 1°) Beperkt het ' geheel van de plaatselijke besturen ' dat beoogd wordt in artikel 9, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1993, gelet met name op artikel 1, b, van die wet, zich tot die welke aangesloten zijn bij de R.S.Z.P.P.O. alsmede die welke hun voorzorgsinstelling ertoe hebben gemachtigd een overeenkomst inzake inning van de bijdragen af te sluiten met de Rijksdienst of strekt het zich uit tot alle besturen die aangesloten zijn bij de Rijksdienst krachtens artikel 32 van de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag en waarop de bepalingen van artikel 161 van de nieuwe gemeentewet toepasselijk zijn ?

2°) Staat artikel 9 van de wet, met name de laatste drie leden ervan, toe dat het gedeelte van het reservefonds van de R.S.Z.P.P.O. dat evenredig is met de loonsom van het personeel van de besturen die hun pensioenen autonoom financieren, ingeschreven blijft in het reservefonds van de Rijksdienst, zonder dat het anderszins kan worden bestemd ?

3°) Er zou een beschrijving moeten worden gegeven van de mechanismen die door de overeenkomsten inzake de inning van pensioenbijdragen die tussen de voorzorgsinstellingen van de lokale besturen en de R.S.Z.P.P.O. zijn gesloten, zijn ingesteld, ten einde met name het Hof te informeren omtrent de eventuele bijdrage van die mechanismen tot de solidariteitsdoelstelling die door de in het geding zijnde wet wordt nagestreefd.

4°) In welk opzicht zou, aldus de verzoekende partij, de discriminatie worden versterkt door de omstandigheid dat volgens artikel 8 van de wet de R.S.Z.P.P.O. bij voorbaat aan de betrokken voorzorgsinstellingen de provisies stort die noodzakelijk zijn voor de betaling van de maandelijkse pensioenbedragen (verzoekschrift tot vernietiging, p. 16, eerste middel, vijfde alinea, *in fine*) ? ».

#### *Aanvullende memorie van de Ministerraad*

A.5. Als antwoord op die vragen deelt de Ministerraad de volgende opmerkingen mee.

A.5.1. Wat de eerste vraag betreft is de Ministerraad van oordeel dat « het geheel van de plaatselijke besturen » als bedoeld in artikel 9, tweede lid, van de wet van 6 augustus 1993 zich uitstrekt tot alle besturen die zijn aangesloten bij de R.S.Z.P.P.O. krachtens artikel 32 van de gecoördineerde wetten op de kinderbijslag en waarop artikel 161 van de nieuwe gemeentewet toepasselijk is. De verzoekende partij zou in aanmerking kunnen komen voor het bestemde gedeelte van de overschotten door de Rijksdienst een deel te laten innen van de bijdragen die noodzakelijk zijn voor de financiering van de huidige en toekomstige pensioenen van haar personeel.

A.5.2. Als antwoord op de tweede vraag geeft de Ministerraad aan dat de plaatselijke besturen die geen gebruik maken van het gemeenschappelijke stelsel of van het stelsel van de nieuwe aangeslotenen, de besturen die aangesloten zijn bij een verzorgingsinstelling maar de Rijksdienst niet hebben belast met de inning van een gedeelte van de pensioenbijdragen of de besturen die geen gebruik maken van een verzorgingsinstelling onmogelijk aanspraak kunnen maken op het bestemde overschot, en het gedeelte dat evenredig is met de loonsom van het personeel van die instellingen ingeschreven blijft op het reservefonds van de pensioenen van de Rijksdienst zonder mogelijke bestemming. Dat blijkt uit de evolutie van het ontwerp van wet in de loop van de parlementaire voorbereiding. Die besturen zullen hun aandeel in dat fonds krijgen wanneer zij zich aansluiten bij een van de drie stelsels die door de bestreden wet worden bevorderd.

A.5.3. Wat de derde vraag betreft geeft de Ministerraad aan dat de bijdrage die door de R.S.Z.P.P.O. wordt geïnd voor rekening van de verzorgingsinstellingen, net zoals de bijdrage van het gemeenschappelijke stelsel en het stelsel van de nieuwe aangeslotenen, onder het koninklijk besluit van 25 oktober 1985 valt, waardoor een correcte inning ervan wordt gewaarborgd. Ook zijn, krachtens artikel 13, § 1, van de bestreden wet, de plaatselijke besturen die bij de R.S.Z.P.P.O. zijn aangesloten of verbonden zijn met een verzorgingsinstelling en een akkoord hebben met de Rijksdienst, onderworpen aan de controle van de Bijzondere Commissie van de pensioenen van de plaatselijke besturen, die toeziet op de naleving van de geldende regeling.

Gepreciseerd wordt dat niet alle bijdragen via de Rijksdienst moeten gaan, maar uitsluitend een bepaalde hoeveelheid, en dat het percentage dat momenteel op 10 pct. is vastgesteld lager ligt dan het percentage dat noodzakelijk zal zijn op lange termijn, zelfs voor de verzoekende partij. Niets zou beletten dat andere, niet symbolische, percentages worden vastgesteld en dat een overeenkomst met andere instellingen dan OMOB wordt afgesloten.

A.5.4. In verband met de vierde vraag is de Ministerraad integendeel van oordeel dat de vooruitbetaling van de provisies door de Rijksdienst aan de verzorgingsinstellingen ertoe strekt dat de pensioenen kunnen worden betaald zonder dat van vormen van voorfinanciering gebruik moet worden gemaakt.

*Aanvullende memorie van de verzoekende partij*

A.6.1. Als antwoord op de eerste van de vier door het Hof in zijn beschikking van 15 december 1994 gestelde vragen beweert de verzoekende partij dat de uitdrukking « plaatselijke besturen » niet ondubbelzinnig lijkt te zijn gedefinieerd in de wettekst, zoals bijvoorbeeld blijkt uit de zin die eraan wordt gegeven in artikel 10 van de wet. In artikel 9, tweede lid, staat « geheel van de plaatselijke besturen » noch voor de besturen die bedoeld worden in het vorige lid, noch voor de besturen die bedoeld worden in artikel 1, b, van de wet, maar voor alle plaatselijke besturen, ook die welke aangesloten zijn bij een verzorgingsinstelling en die zelf de pensioenen aan hun personeel betalen.

A.6.2. Wat de tweede vraag betreft betwist de verzoekende partij dat het gedeelte van het reservefonds van de kinderbijslag en van het pensioenfonds dat afkomstig is van de besturen die de pensioenen van hun personeel autonoom financieren voor haar zou kunnen worden bestemd de dag waarop een dergelijk bestuur zich zal aansluiten bij het stelsel van de nieuwe aangeslotenen of een overeenkomst met een verzorgingsinstelling zal afsluiten, vermits de beschikbare middelen van die reservefondsen bestemd kunnen worden voor de financiering van een van de drie in de wet bedoelde pensioenstelsels, zodat het gedeelte van de niet aangesloten besturen niet in het reservefonds zal blijven terwijl uitsluitend het overschot inzake kinderbijslag van het voorlaatste jaar een bestemming krijgt.

A.6.3. Wat de derde vraag betreft leidt de verzoekende partij, die de overeenkomst neerlegt die op 20 december 1993 tussen OMOB en de R.S.Z.P.P.O. werd gesloten, eruit af dat zij een voorfinanciering van de bijdragen door de Rijksdienst in het leven roept, maar is het haar niet duidelijk in hoeverre dat mechanisme bijdraagt tot de solidariteitsdoelstelling. Irrelevant zou de stelling zijn dat de Bijzondere Commissie van de pensioenen aldus over de gegevens zou mogen beschikken die noodzakelijk zijn voor het vervullen van haar taak, vermits de plaatselijke besturen die verbonden zijn met een verzorgingsinstelling aan die Commissie alle nodige gegevens moeten verstrekken.

A.6.4. Inzake de laatste vraag voert de verzoekende partij aan dat de voorfinanciering van de bijdragen door de R.S.Z.P.P.O. tot nieuwe bijkomende lasten leidt voor die instelling terwijl dat mechanisme niet bijdraagt tot de nagestreefde solidariteitsdoelstelling en die lasten door alle plaatselijke besturen worden gedragen.

B -

*Ten aanzien van de ontvankelijkheid*

B.1.1. De Ministerraad betwist dat de verzoekende partij belang heeft bij haar beroep. Hij is van oordeel dat haar situatie door de bestreden bepalingen geenszins wordt geraakt.

Wat artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993 betreft, geeft de Ministerraad aan dat de verzoekende partij, zoals in het verleden, moet blijven bijdragen aan de R.S.Z.P.P.O. voor het stelsel van de kinderbijslag en dat zij noch meer noch minder dan tevoren aanspraken heeft te doen gelden op het overschot van de kinderbijslag met betrekking tot het voorlaatste jaar verhoogd met de financiële opbrengst van dat overschot en van het reservefonds van de kinderbijslag van de Rijksdienst.

In verband met artikel 10 van de bestreden wet voert de Ministerraad aan dat de inhouding op het vakantiegeld door de verzoekende partij verschuldigd blijft, dit krachtens sinds 30 januari 1979 jaarlijks genomen koninklijke besluiten, aangezien de bestreden bepaling alleens de bestemming ervan regelt, en dat zo de verzoekende partij er niet voor in aanmerking komt, dit is omdat zij ervoor koos uit het gemeenschappelijk pensioenstelsel te treden en zich niet bij het stelsel van de nieuwe aangeslotenen aan te sluiten.

B.1.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.1.3. Artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993 bestemt het overschot inzake kinderbijslag met betrekking tot het voorlaatste jaar, verhoogd met de financiële opbrengsten zowel van dat overschot als van het reservefonds betreffende de kinderbijslag van de R.S.Z.P.P.O., voor pensioenstelsels van het personeel van plaatselijke besturen waarbij de verzoekende partij zich niet aansloot, terwijl zij met haar bijdragen aan het stelsel van de kinderbijslag tot dat overschot en dat reservefonds bijdroeg. Die bepaling wijzigt niet haar situatie wat de bijdrageplicht betreft, maar doet een nieuwe situatie ontstaan in zoverre zij dat overschot voor de financiering van bepaalde pensioenstelsels bestemt, met uitsluiting van andere stelsels, met name het stelsel waarvoor de verzoekende partij koos. Die bepaling kan de verzoekende partij ongunstig raken. In die mate doet zij van een belang bij de vernietiging van artikel 9 van de wet van 6 augustus 1993 blijken.

B.1.4. Artikel 10 van de wet van 6 augustus 1993 stelt een fonds voor egalisatie van het percentage van de « pensioenbijdragen » in bij de R.S.Z.P.P.O., dat gestijfd wordt door inhoudingen op het vakantiegeld dat uitbetaald wordt aan de personeelsleden van alle plaatselijke besturen, ook de verzoekende partij, die evenwel niet in aanmerking komt voor de opbrengst van dat fonds. Er ontstond aldus een nieuwe situatie : sommige plaatselijke besturen komen in aanmerking voor de financiële opbrengst van een fonds tot de vorming waarvan zij hebben bijgedragen, terwijl andere plaatselijke besturen die ook tot de vorming van het fonds hebben bijgedragen, waaronder de verzoekende partij, er niet voor in aanmerking komen. Die bepaling kan dus de verzoekende partij ongunstig raken. In die mate doet zij van een belang blijken bij de vernietiging van artikel 10 van de wet van 6 augustus 1993.

*Ten gronde*

*Ten aanzien van de twee middelen samen*

B.2. De verzoekende partij voert twee middelen aan die zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 170 van de Grondwet. In haar eerste middel voert zij bovendien de schending aan van artikel 1 van het Eerste Aanvullend Protocol bij het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Noch artikel 142 van de Grondwet, noch de bijzondere wet van 6 januari 1989 hebben aan het Hof de bevoegdheid verleend om wettelijke normen te vernietigen wegens directe schending van artikel 170 van de Grondwet of een internationaal verdrag. De verzoekende partij zet niet uiteen op welke wijze de miskening van artikel 170 van de Grondwet en van het voormelde Eerste Protocol een schending van het gelijkheidsbeginsel zou uitmaken. De grieven van de verzoekende partij dienen slechts te worden onderzocht in zoverre zij op de artikelen 10 en 11 van de Grondwet steunen.

B.3. De Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke Overheidsdiensten (R.S.Z.P.P.O.) is de instelling die het beheer voert over verscheidene sectoren van de sociale zekerheid van het personeel van de plaatselijke besturen, met name de sector van de kinderbijslag en die van de pensioenen. Wat de kinderbijslag betreft, zijn alle plaatselijke besturen bij die Rijksdienst aangesloten. Wat de pensioenen betreft, waren de meeste plaatselijke besturen - 90 pct. van de gemeenten - reeds, vóór de wet van 6 augustus 1993, bij die Rijksdienst aangesloten, die een stelsel organiseerde van verdeling over al de bijdrageplichtigen, alle aangesloten besturen door elkaar genomen. De andere - 10 pct. van de gemeenten maar 50 pct. van de gemeentelijke personeelsleden - stonden zelf in voor de last van de pensioenen. Sommige van hen hadden daartoe een overeenkomst afgesloten met een verzorgingsinstelling, die in de meeste gevallen de Onderlinge Maatschappij der Openbare Besturen (OMOB) was (*Gedr. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 1012/3, p. 3; *Gedr. St.*, Senaat, 1992-1993, nr. 783-2, pp. 2 en 3).

Door het aannemen van de wet van 6 augustus 1993, nam de wetgever een reeks maatregelen om het hoofd te bieden aan de toenemende last van de pensioenen die op de gemeenten weegt (*ibidem*).

B.4. Op grond van artikel 9 van de bestreden wet kunnen de pensioenen mede gefinancierd worden met het overschot inzake kinderbijslag met betrekking tot het voorlaatste jaar, verhoogd met de financiële opbrengsten zowel van dit overschot als van het reservefonds betreffende de kinderbijslag van de Rijksdienst.

B.5. Volgens artikel 2 van de wet kunnen de plaatselijke besturen hun personeel dat niet is aangesloten bij het gemeenschappelijk pensioenstelsel aansluiten ofwel bij het stelsel van de nieuwe bij de Rijksdienst aangeslotenen ofwel, bij overeenkomst, bij een verzorgingsinstelling.

B.6. Om de financiële last die weegt op de bij het gemeenschappelijk stelsel aangesloten plaatselijke besturen niet te verzwaren, worden krachtens artikel 5, tweede lid, van de wet het stelsel van de nieuwe aangeslotenen en het gemeenschappelijk pensioenstelsel afzonderlijk beheerd.

Artikel 10 van de wet stelt een egalisatiefonds in dat gestijfd wordt met een inhouding van 13,07 pct. op het vakantiegeld van het personeel. Dat fonds zal bijdragen « tot de overeenstemming van de bijdragepercentages die eigen zijn aan die twee stelsels » (artikel 10, § 1, tweede lid, *in fine*).

B.7. De artikelen 9 en 10 bevatten maatregelen om de plaatselijke besturen ertoe aan te zetten voor een solidariteitsstelsel te opteren. Sinds de inwerkingtreding van de bestreden wet kunnen vijf stelsels worden onderscheiden volgens de keuze die elk plaatselijk bestuur doet :

1° het gemeenschappelijk stelsel, dat in het verlengde ligt van het vroegere repartitiestelsel;

2° het stelsel van de nieuwe aangeslotenen, dat de toekomstige pensioenen en op progressieve wijze de pensioenen van het reeds gepensioneerde personeel ten laste neemt;

3° het stelsel van de besturen die op autonome wijze voor het pensioen van hun personeel instaan maar die met een verzorgingsinstelling daartoe een overeenkomst hebben afsloten en die instelling de toestemming hebben gegeven de R.S.Z.P.P.O. de inning van de bijdragen inzake pensioenen toe te vertrouwen;

4° het stelsel van de besturen die op autonome wijze voor het pensioen van hun personeel instaan, maar die met een verzorgingsinstelling daartoe een overeenkomst hebben afgesloten zonder een dergelijke toestemming ten bate van de R.S.Z.P.P.O. te hebben gegeven;

5° het stelsel van de besturen die op autonome wijze voor het pensioen van hun personeel instaan, zonder een overeenkomst te hebben afgesloten met een verzorgingsinstelling.

Alleen de besturen die geopteerd hebben voor een van de eerste drie stelsels genieten de verdeling waarin het tweede en het derde lid van artikel 9 voorzien; alleen de besturen die geopteerd hebben voor het tweede stelsel genieten het bij artikel 10 in het leven geroepen egalisatiefonds.

B.8. De verzoekende partij is een intercommunale die ertoe gehouden is een pensioenstelsel voor haar personeel te verzekeren, aangezien het koninklijk besluit nr. 281 van 31 maart 1936 de intercommunales met de gemeenten gelijkstelt op dat vlak. De verzoekende partij opteerde voor het vierde van de voormelde stelsels. Zij geniet dus geen van de voordelen waarin de artikelen 9 en 10 van de bestreden wet voorzien.

B.9. Het komt het Hof niet toe te beoordelen of een bij de wet ingestelde maatregel opportuun of wenselijk is. Het staat aan de wetgever te beoordelen, wanneer hij nieuwe pensioenstelsels opzet, of maatregelen dienen te worden genomen die de plaatselijke besturen ertoe aanzetten zich bij die nieuwe stelsels aan te sluiten, zoals hij deed bij de artikelen 9 en 10 van de wet van 6 augustus 1993. Dusdoende vermag de wetgever evenwel de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet te miskennen door sommige besturen op discriminerende wijze te behandelen ten opzichte van andere besturen die ermee vergelijkbaar zouden zijn.

B.10. De grondwettelijke regels van de gelijkheid en de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen categorieën van personen wordt ingesteld, voor zover dat verschil op een objectief criterium berust en het redelijk verantwoord is.

Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld rekening houdend met het doel en de gevolgen van de betwiste maatregel en met de aard van de ter zake geldende beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat er geen redelijk verband van evenredigheid bestaat tussen de aangewende middelen en het beoogde doel.

B.11. In zoverre de financieringsmiddelen van de artikelen 9 en 10 voorbehouden zijn aan de besturen die geopteerd hebben voor het gemeenschappelijke stelsel of voor het stelsel van de nieuwe aangeslotenen, steunt dat onderscheid op een objectief criterium : alleen die besturen hebben zich bij een solidariteitsstelsel aangesloten; de andere hebben geopteerd voor een autonoom beheer van hun pensioenfondsen.

B.12. Overigens komt het, wegens de samenhang tussen de verschillende sectoren van de sociale zekerheid, de wetgever toe te beoordelen of financiële middelen overgeheveld dienen te worden van de ene sector naar de andere, wanneer hij vaststelt dat een van die sectoren een tekort heeft, terwijl andere sectoren een overschot hebben. De vraag rijst niet ten deze of dergelijke overdrachten geen discriminatie instellen tussen de begunstigden van de verschillende sectoren van de sociale zekerheid.

B.13. Vermits de wetgever de solidariteit tussen de plaatselijke besturen als een fundamentele doelstelling van de nieuwe regeling beschouwt en vaststelt dat de pensioenlasten van die besturen steeds zwaarder gaan wegen, vermag hij in redelijkheid te beslissen dat de overschotten van de kinderbijslag naar de pensioenstelsels worden overgeheveld, dat een egalisatiefonds wordt opgericht dat gefinancierd wordt met inhoudingen op het vakantiegeld, en dat die mechanismen gekoppeld worden aan financiële maatregelen die de besturen ertoe aanzetten zich bij de stelsels die op solidariteit steunen aan te sluiten.

Door het nemen van dergelijke maatregelen roept de wetgever geen willekeurig of onevenredig onderscheid in het leven.

B.14. Het Hof stelt evenwel vast dat, wat artikel 9 betreft, de wetgever de voordelen die daarin zijn bepaald niet heeft voorbehouden aan alleen de plaatselijke besturen die deelnemen aan een van de twee stelsels die gegrond zijn op de solidariteit : artikel 9, eerste lid, breidt het voordeel van de verdelingen die het doorvoert uit tot de besturen die geopteerd hebben voor het derde van de hiervoor beschreven stelsels. Hoewel die besturen buiten de solidariteitsstelsels blijven, is het begrijpelijk dat de wetgever de besturen die een overeenkomst met een verzorgingsinstelling hadden afgesloten niet heeft willen dwingen die te verbreken.

B.15. Het derde lid van artikel 9 roept bovendien een onderscheid in het leven onder de plaatselijke besturen naargelang zij voor het derde of voor het vierde van de sub B.7 beschreven stelsels hebben geopteerd. Het is evenwel niet duidelijk om welke reden, in verband met de solidariteitsdoelstelling, het verantwoord zou zijn dat de besturen die een overeenkomst hebben afgesloten met een verzorgingsinstelling het voordeel zou worden ontzegd van de verdelingen waarin artikel 9 voorziet alleen omdat zij het niet mogelijk hebben gemaakt dat de Rijksdienst voor de inning instaat van de bijdragen voor de financiering van de pensioenen.

Weliswaar is die ontzegging niet definitief, vermits de niet bestemde bedragen ingeschreven blijven in het reservefonds van de pensioenen van de Rijksdienst (artikel 9, vierde lid) en het voldoende zou zijn dat de verzoekende partij het de Rijksdienst mogelijk maakt de bijdragen te innen opdat zij kan deelnemen aan de verdelingen waarvan zij is uitgesloten. Nochtans blijven de verzoekende partij, zolang zij geen dergelijke overeenkomst met de Rijksdienst heeft gesloten, die verdelingen ontzegd.

B.16. De Ministerraad legt uit dat de wet, door de besturen ertoe aan te zetten de bijdragen door de Rijksdienst te laten innen - inning die thans beperkt is tot 10 pct. van de bijdragen volgens de overeenkomst die gesloten werd tussen de Rijksdienst en OMOB op 20 december 1993 -, de uitoefening mogelijk maakt van de controle die is toevertrouwd aan de Bijzondere Commissie die werd ingesteld bij artikel 13 van de wet, welke controle betrekking heeft op het adequaat karakter van de geïnde bijdragen en op de wettigheid van de gestorte pensioenen. Die maatregel zou eveneens tot gevolg hebben dat het betrokken bestuur binnen een « organisatie opgenomen wordt die het op termijn mogelijk zal maken dat de wijze van financiering van de pensioenstelsels van de plaatselijke besturen wordt geïniformiseerd en dat een grotere solidariteit tussen die stelsels tot stand komt ». De Ministerraad voegt eraan toe « dat het moeilijk denkbaar zou zijn en bovendien moeilijk in de praktijk haalbaar dat de R.S.Z.P.P.O., die het overschot (van de kinderbijslag) onder zich heeft, aan een privaatrechtelijke partner waarmee hij geen enkele band heeft, een overschot stort zonder enig verband, noch met de te financieren pensioenlast, noch met de lonen van de actieven waarop een bijdrage wordt geheven voor de financiering (van de) pensioenen ». De permanente controle die mogelijk wordt gemaakt door de overheveling van een gedeelte van de bijdragen door de Rijksdienst zou aldus een coherente en uniforme toepassing van de pensioenstelsels bevorderen, zou het mogelijk maken dat maatregelen worden genomen die bestemd zijn om de toenemende last ervan af te remmen en zou aldus onrechtstreeks bijdragen tot de solidariteitsdoelstelling.

B.17. Hoewel dergelijke doelstellingen niet lijken te zijn aangevoerd in de parlementaire voorbereiding, is het mogelijk dat de bestreden maatregel de door de Ministerraad beschreven controles kan vergemakkelijken. Toch blijkt niet dat een zo radicale maatregel als een verplichting de bijdragen door de Rijksdienst te laten innen, omdat anders het voordeel van de verdelingen van artikel 9 niet wordt toegekend, onontbeerlijk is om de voormelde doelstellingen te bereiken.

B.18. De sanctie die de plaatselijke besturen treft die de Rijksdienst niet ermee hebben belast de bijdragen te innen is zonder rechtstreeks verband met de solidariteitsdoelstelling die de wet van 6 augustus 1993 inspireert. Ze heeft onevenredige effecten ten opzichte van de door de Ministerraad aangevoerde controledoelstelling.

B.19. Het eerste middel is gegrond in zoverre het tegen de in artikel 9, derde lid, van de wet, vermelde voorwaarde opkomt. Het is voor het overige niet gegrond, evenmin als het tweede middel dat gericht is tegen artikel 10 van de wet.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt in artikel 9, derde lid, van de wet van 6 augustus 1993 betreffende de pensioenen van het benoemd personeel van de plaatselijke besturen de woorden : « en voor zover de Rijksdienst instaat voor de inning van de bijdrage bestemd voor de financiering der pensioenen van het personeel van dit plaatselijk bestuur »;

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 4 april 1995.

De griffier,  
L. Potoms.

De voorzitter,  
M. Melchior.

## SCHIEDSHOF

[C - 21147]

D. 95 — 1232

Urteil Nr. 29/95 vom 4. April 1995

Geschäftsverzeichnissnr. 692

*In Sachen:* Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 9 und 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 bezüglich der Pensionen des ernannten Personals der Ortsbehörden, erhoben von der Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi.

Der Schiedshof,  
zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 14. März 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 15. März 1994 in der Kanzlei eingegangen ist, wurde Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 9 und 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 bezüglich der Pensionen des ernannten Personals der Ortsbehörden (*Belgisches Staatsblatt* vom 17. September 1993), wegen Verstoßes gegen die Artikel 10, 11 und 170 der Verfassung sowie Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention, erhoben von der Intercommunale d'oeuvres sociales pour la région de Charleroi, Interkommunale in der Rechtsform einer Genossenschaft, mit Sitz in Charleroi, boulevard Joseph II, 13.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 15. März 1994 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 31. März 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgisches Staatsblatt* vom 6. April 1994.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 13. Mai 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 27. Mai 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Durch Anordnung vom 28. Juni 1994 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 14. März 1995 verlängert.

Die klagende Partei hat mit am 30. Juni 1994 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 15. Dezember 1994 hat der amtierende Vorsitzende in Anbetracht der Ruhestandsversetzung eines der Besetzung angehörenden französischsprachigen Richters die Besetzung um die Richterin J. Delruelle ergänzt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof jede Partei aufgefordert, einen Ergänzungsschriftsatz einzureichen und der jeweils anderen Partei spätestens am 20. Januar 1995 eine Abschrift davon zukommen zu lassen, bezüglich der hiernach gestellten Fragen:

1°) Beschränkt sich die « Gesamtheit der Ortsbehörden » im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. August 1993, insbesondere unter Berücksichtigung von Artikel 1 b dieses Gesetzes, auf diejenigen, die sich dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen haben, sowie diejenigen, die ihre Vorsorgeeinrichtung dazu ermächtigt haben, beim Landesamt eine Vereinbarung über die Eintreibung der Beiträge zu treffen, oder erstreckt sie sich auf alle Behörden, die sich kraft Artikel 32 der koordinierten Gesetze über die Familienzulagen dem Landesamt angeschlossen haben und auf welche die Bestimmungen von Artikel 161 des neuen Gemeindegengesetzes anwendbar sind?

2°) Läßt Artikel 9 des Gesetzes, namentlich die letzten drei Absätze, zu, daß jener Teil des Rücklagenfonds des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, der der Lohn- und Gehaltssumme des Personals der Behörden, die ihre Pensionen autonom finanzieren, entspricht, im Rücklagenfonds des Landesamtes eingetragen bleibt, ohne daß er anderweitig verwendet werden kann?

3°) Die Mechanismen, die durch die zwischen den Vorsorgeeinrichtungen der Ortsbehörden und dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden getroffenen Vereinbarungen in bezug auf die Eintreibung von Pensionsbeiträgen eingeführt worden sind, wären zu beschreiben, damit namentlich der Hof über den eventuellen Beitrag dieser Mechanismen zum Solidaritätszweck, der durch das fragliche Gesetz verfolgt wird, informiert wird.

4°) In welcher Hinsicht würde nach Ansicht der klagenden Partei die Diskriminierung durch den Umstand verstärkt, daß laut Artikel 8 des Gesetzes das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden den betroffenen Vorsorgeeinrichtungen die Anzahlungen im voraus überweist, die für die Leistung der monatlichen Pensionsbeträge erforderlich sind (Klage auf Nichtigerklärung, S. 16, erster Klagegrund, Absatz 5 *in fine*)?

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 16. Dezember 1994 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Ergänzungsschriftsätze wurden eingereicht von

- dem Ministerrat mit am 19. Januar 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,
- der klagenden Partei mit am 20. Januar 1995 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 1. Februar 1995 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 23. Februar 1995 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 1. Februar 1995 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.



Auf der öffentlichen Sitzung vom 23. Februar 1995

- erschienen
- RA J. Bourtembourg, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,
- RÄin N. Cahen, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
- haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,
- wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
- wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 28. Februar 1995 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 14. September 1995 verlängert.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

### III. Die fraglichen Rechtsnormen

Das Gesetz bezüglich der Pensionen des ernannten Personals der Ortsbehörden wurde am 6. August 1993 angenommen. Sein erstes Kapitel trägt die Überschrift « Beitritt der Ortsbehörden zum Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden oder zu einer Vorsorgeeinrichtung ». Sein Artikel 2 erlaubt es den Ortsbehörden, ihr Personal, das noch nicht dem Landesamt beigetreten ist, diesem anzuschließen. Sonst sind sie weiterhin gehalten, selbst die Pensionslast zu übernehmen. Der - unwiderrufliche - Beitritt kann gemäß dem gemeinsamen System, gemäß dem durch dieses Gesetz eingeführten System der Neuangeschlossenen oder auch gemäß mit einer Vorsorgeeinrichtung getroffener Vereinbarung erfolgen. Die Artikel 3 bis 8 des Gesetzes legen die diesbezüglichen Rechte und Pflichten des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden sowie der betroffenen Verwaltungen fest.

Die Artikel 9 und 10, die den Gegenstand der Klage bilden, lauten folgendermaßen:

« Art. 9. Jedes Jahr wird der Überschuß im Bereich der Familienzulagen bezüglich des vorletzten Jahres, zuzüglich der Finanzerträge dieses Überschusses sowie des Rücklagenfonds betreffend die Familienzulagen des Landesamtes, für die Finanzierung der Pensionen bestimmt, die zu Lasten des gemeinsamen Pensionssystems der Ortsbehörden, des Systems der Neuangeschlossenen des Landesamtes, und der Vorsorgeeinrichtung gehen.

Diese Verwendung wird entsprechend dem Teil der jeweiligen Lohn- und Gehaltssumme des jedem von diesen Systemen angeschlossenen Personals im Verhältnis zur gesamten Lohn- und Gehaltssumme des festangestellten Personals der Gesamtheit der Ortsbehörden durchgeführt.

Für das einer Vorsorgeeinrichtung angeschlossene Personal erfolgt diese Verwendung außerdem entsprechend der Lohn- und Gehaltssumme des Personals, für das die Ortsbehörde eine Vereinbarung mit der Vorsorgeeinrichtung getroffen hat, soweit das Landesamt die Eintreibung des für die Finanzierung der Pensionen des Personals dieser Ortsbehörde bestimmten Beitrags übernimmt.

Die nicht zugewiesenen Beträge bleiben im Rücklagenfonds der Pensionen des Landesamtes eingetragen.

Eventuell verfügbare Gelder im Rücklagenfonds der Familienzulagen und im Rücklagenfonds der Pensionen können auch dafür bestimmt werden.

Sowohl die Höhe der zugewiesenen Beträge als auch deren Verteilung wird jährlich durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgelegt.

Art. 10. § 1. Beim Landesamt wird ein Fonds zum Ausgleich des Pensionsbeitragssatzes gegründet. Dieser Fonds wird ab 1994 mit einer Einbehaltung in Höhe von 13,07 Prozent gespeist, die auf den pauschalen und den veränderlichen Teil des den Bediensteten der Ortsbehörden ausbezahlten Urlaubsgeldes angewandt wird.

Der Ertrag dieses Fonds wird für die Finanzierung des gemeinsamen Pensionssystems der Ortsbehörden oder des Systems der Neuangeschlossenen des Landesamtes verwendet, um zur Angleichung der Beitragssätze, die diesen beiden Systemen eigen sind, beizutragen.

Die Verteilung des Ertrags dieses Fonds wird jährlich, zum ersten Mal im Jahre 1995, durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlaß festgelegt.

§ 2. Artikel 11bis des königlichen Erlasses vom 30. Januar 1979 bezüglich der Gewährung eines Urlaubsgeldes an die Bediensteten der allgemeinen Verwaltung des Königreichs ist nicht mehr anwendbar auf die Bediensteten der Ortsbehörden. »

### IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

#### Klageschrift

A.1.1. Die klagende Partei legt eingangs die Situation der finanziellen Rücklagen und der Rückstellungen dar, die vom Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, das kraft des Gesetzes vom 1. August 1985 die Nachfolge der Umlegungskasse für Gemeindepensionen angetreten hat, gebildet worden sind. Aufgrund des Gesetzes vom 16. März 1954 sowie des gesetzlichen Auftrags dieses Organs bestreitet sie die Gesetzmäßigkeit dieser Rücklagen.

Sie ruft den Standpunkt der föderalen Regierung bezüglich der angefochtenen Bestimmungen in Erinnerung, so wie er bei den entsprechenden Vorarbeiten zum Ausdruck gebracht wurde, und zwar insbesondere die erteilten Antworten auf die von Parlamentsmitgliedern sowie vom Staatsrat geäußerten Bemerkungen.

A.1.2. Nach einer Darstellung von Sinn und Wesen des fraglichen Gesetzes sowie seiner beiden angefochtenen Artikel weist sie darauf hin, daß sie eine interkommunale Vereinigung sei, deren Zweck in der Gründung von Einrichtungen im medizinischen oder sozialen Bereich bestehe.

Ihre Bediensteten seien der Umlegungskasse für Gemeindepensionen angeschlossen gewesen. Am 29. Januar 1987 habe die klagende Partei beschlossen, ihre Bediensteten ab 1. Januar 1987 nicht dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden anzuschließen und die zukünftigen Pensionen ihres Personals durch Vermittlung einer Vorsorgeeinrichtung zu übernehmen, wobei es sich im vorliegenden Fall um die SMAF handele, mit der sie eine Vereinbarung für die Verwaltung ihres Pensionsfonds getroffen habe.

Durch den im Rahmen des Familienzulagensystems von ihr geleisteten Beitrag zum gemeinsamen Organ habe sie das Entstehen eines Überschusses in diesem Bereich mit herbeigeführt. Während ihrer Zugehörigkeit zum gemeinsamen Pensionssystem zwischen 1975 und 1986 habe sie ebenfalls zur Rücklagenbildung in diesem Bereich beigetragen. Sie weise somit das erforderliche Interesse auf.

A.1.3. Der erste Klagegrund, in dem der Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 170 der Verfassung sowie gegen Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention geltend gemacht wird, bezieht sich auf Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993. Aufgrund dieser Vorschriften wird folgende Kritik vorgebracht:

- Es sei nicht gerechtfertigt, daß die einer Vorsorgeeinrichtung angeschlossenen Ortsbehörden je nachdem die Überschüsse im Bereich der Familienzulagen genießen könnten, ob die Überweisung der Beiträge an die Vorsorgeeinrichtung entweder durch das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden oder aber unmittelbar erfolge. Diese Diskriminierung sei um so weniger zu rechtfertigen, da im ersteren Fall die erforderlichen Beiträge im voraus vom Landesamt an die Vorsorgeeinrichtung überwiesen würden.

- Nur jene Ortsbehörden, die dem gemeinsamen Pensionssystem oder dem System der Neuangeschlossenen des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossenen seien, könnten die im Rücklagenfonds der Pensionen des Landesamtes eingetragenen Überschüsse des Systems der Familienzulagen genießen.

- Diese Verletzung der Gleichheit führe dazu, daß bestimmten Ortsbehörden und deren Bediensteten ihr Eigentum entzogen werde.

- Die Ungleichheit werde dadurch verschlimmert, daß der Beitragssatz im Bereich der Familienzulagen, die Höhe der verwendeten Beträge und die Verteilung derselben - Steuern genannt - durch Verwaltungsentscheidungen, nicht aber durch das Gesetz festgelegt würden.

- Gegen die Vorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbots werde verstoßen, wenn das Gesetz für die Zukunft die Erhebung von Beiträgen zum Familienzulagensystem zu einem höheren Satz erlaube, als für die Verwaltung dieses Systems erforderlich sei, damit das Pensionssystem bestimmter Ortsbehörden finanziert werde.

A.1.4. Als zweiter Klagegrund, der sich auf Artikel 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 bezieht, wird die Verletzung der Artikel 10, 11 und 170 der Verfassung geltend gemacht. Gegen diese Vorschriften werde verstoßen, wenn jene Ortsbehörden, die sich nicht am gemeinsamen Pensionssystem beteiligen würden, dazu verpflichtet würden, sich an der Finanzierung des Ausgleichsfonds zu beteiligen. Die Verletzung der Gleichheit werde dadurch verschlimmert, daß die Verteilung der Einbehaltung von den Familienzulagen - Steuer genannt - durch einen königlichen Erlass, nicht aber durch das Gesetz festgelegt werde.

#### *Schriftsatz des Ministerrates*

A.2.1. Die durch das Gesetz vom 6. August 1993 verfolgte Zielsetzung bestehe darin, das System der Finanzierung der Pensionen der Ortsbehörden zu reorganisieren, indem diesen Behörden erlaubt werde, ihr Personal - soweit es nicht dem gemeinsamen Pensionssystem unterliege - einem System der Neuangeschlossenen des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, wobei diese Eintragung unwiderruflich sei, oder einer Regelung aufgrund einer Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung, die ihrerseits mit dem Landesamt eine Vereinbarung getroffen habe, durch welche dieses sich mit der Eintreibung der Beiträge und mit der Finanzierung der Pensionen befasse, anzuschließen. Diese beiden neuen Möglichkeiten würden darauf abzielen, der besorgniserregenden Lage der Pensionslast des Personals der nicht dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden beigetretenen Behörden abzuwenden, ohne die vorher von bestimmten Ortsbehörden mit Vorsorgeeinrichtungen getroffenen Vereinbarungen zu mißachten. Jene Behörden, die sich nicht für eines von diesen Systemen entschieden hätten, seien dazu gehalten, autonom die Pension ihres Personals zu gewährleisten, d.h. entweder selbst, oder durch eine Vorsorgeeinrichtung.

Die neu geschaffenen Systeme, die auf der Solidarität unter den betroffenen Behörden beruhen würden, würden darauf abzielen, zu verhindern, daß jene Behörden, die selbst die Pension ihres Personals gewährleisten, infolge eines zu hohen Verhältnisses zwischen der Pensionslast und der Lohn- und Gehaltssumme in eine Sackgasse geraten würden.

In Anbetracht von Artikel 113 des königlichen Erlasses vom 26. Dezember 1938, der jeden Neubeitritt zum früheren gemeinsamen System finanziell undurchführbar gemacht habe, sei es allerdings erforderlich gewesen, die Verallgemeinerung des neuen Systems in dieser Hinsicht zu ermöglichen. Dazu erlaube Artikel 4 des Gesetzes, daß das System der Neuangeschlossenen einen Teil der laufenden Pensionen gemäß einer individualisierten Regelung übernehme, die die Übernahme der Pensionen der in jüngster Vergangenheit in den Ruhestand getretenen Bediensteten fördere.

Die neue Regelung habe auch für die Behörden, die kein unmittelbares Interesse am Beitritt hätten, attraktiv sein müssen. Dies sei das Ziel der angefochtenen Bestimmungen. Ein Beitrag, der dem System der Neuangeschlossenen eigen sei, werde ins Leben gerufen, aber zur Hemmung des Anstiegs der Beitragssätze würden der Überschuß des Systems der Familienzulagen und die aus diesem Überschuß sowie aus dem Rücklagenfonds der Familienzulagen entstandenen Einnahmen für die Finanzierung der Pensionen des gemeinsamen Systems und des Systems der Neuangeschlossenen bestimmt, und zwar entsprechend dem Teil der Lohn- und Gehaltssumme des jedem dieser Systeme angeschlossenen Personals im Verhältnis zur gesamten Lohn- und Gehaltssumme des gesamten Personals der Ortsbehörden. Die an eine Vorsorgeeinrichtung gebundenen Behörden könnten die Regelung genießen, soweit das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden mit der Eintreibung der Beiträge beauftragt worden sei. Für jene Behörden, die selbst die Renten ihres Personals gewährleisten würden und keine solche Vereinbarung mit dem Landesamt getroffen hätten, würden die nicht verwendeten Teile im Rücklagenfonds der Pensionen des Landesamtes eingetragen bleiben.

Damit das Fortbestehen allzu erheblicher Differenzen zwischen den Beitragssätzen der beiden Pensionssysteme verhindert werde, werde durch den angefochtenen Artikel 10 des Gesetzes ein Fonds zum Ausgleich dieser Sätze ins Leben gerufen. Dieser Fonds werde durch die Einbehaltung von 13,07 Prozent von dem den Bediensteten der Ortsbehörden ausbezahlten Urlaubsgeld gespeist. Nur die an den Pensionssystemen des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden beteiligten, nicht die an eine Vorsorgeeinrichtung gebundenen Behörden kämen dafür in Betracht.

A.2.2. Der Ministerrat bestreitet die angebliche Gesetzeswidrigkeit der vom Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden gebildeten Rücklagen, insbesondere in Anbetracht von Artikel 6 des königlichen Erlasses vom 1. September 1969. Der Prozentsatz des Beitrags zum System der Familienzulagen, der ab 1987 von 5,75 auf 5,25 gesenkt worden sei, werde zur Deckung der Finanzierung dieses Systems festgelegt, nicht aber mit dem Ziel, das Landesamt in die Lage zu versetzen, Rücklagen zu bilden; es werde auch dem Bemühen Rechnung zu tragen, keine Verzerrung gegenüber dem im Privatsektor geltenden Satz von 7 Prozent ins Leben zu rufen.

Nach einer Darlegung der Posten bezüglich der finanziellen Rücklagen des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden beschreibt der Ministerrat den Aufgabenbereich des Landesamtes, so wie dieser aus dem königlichen Erlass Nr. 491 vom 31. Dezember 1986 zur Abänderung des Gesetzes vom 25. April 1933 hervorgeht, und zwar in dem Sinne, daß er nicht nur darin bestehe, der Pensionsverwaltung die für die Auszahlung der Pensionen notwendigen Beträge zur Verfügung zu stellen, sondern auch die Finanzierung der Lasten dieser Pensionen zu gewährleisten, was notwendigerweise einen vorsorglichen Charakter voraussetze.

A.2.3. Eigentlich habe die klagende Partei ihre Mitgliedschaft beim gemeinsamen System der Ortsbehörden aufgekündigt. Die Pensionen ihrer seit diesem Datum in den Ruhestand getretenen Personalmitglieder gingen zu ihren Lasten; daher habe sie mit einer Vorsorgeeinrichtung - in diesem Fall mit der SMAP - eine Vereinbarung für die Verwaltung des Pensionsfonds getroffen und habe sie sie nicht dazu ermächtigt, eine Vereinbarung für die Eintreibung der Beiträge mit dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden zu treffen.

A.2.4. Was die Zulässigkeit betrifft, so sei die Situation der klagenden Partei keineswegs vom angefochtenen Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993 betroffen. Die klagende Partei sei nämlich nach wie vor zur Bezahlung der Beiträge im Bereich der Familienzulagen gehalten und könne nach wie vor genausowenig Ansprüche auf den etwaigen Überschuß in diesem Bereich oder auf ihren Beitrag zu diesem Überschuß erheben. Dasselbe gelte für den angefochtenen Artikel 10 des Gesetzes vom 6. August 1993. Die Einbehaltung vom Urlaubsgeld werde durch einen anderen Text vorgeschrieben, und zwar durch den königlichen Erlass vom 30. Januar 1979. Kraft des königlichen Erlasses vom 6. Mai 1993 belaufe sich diese Einbehaltung auf 13,07 Prozent.

Daß sich die klagende Partei darüber beschwere, daß sie nicht in den Genuß der durch die angefochtenen Bestimmungen vorgesehene Verwendung kommen könne, sei auf die von ihr getroffene Wahl zurückzuführen, im Jahre 1987 das gemeinsame Pensionssystem zu verlassen, sich nicht dem System der Neuausgeschlossenen anzuschließen und die SMAP nicht dazu zu ermächtigen, sich wegen der Eintreibung der Beiträge an das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden zu wenden. In Anbetracht des Niveaus der Pensionen, die die klagende Partei ihren Bediensteten gewähre, könne sie mit der Zeit wegen ihres Beitritts zum neu geschaffenen System keinerlei Nachteil erleiden.

A.2.5. In Beantwortung des ersten Klagegrunds bestreitet der Ministerrat an erster Stelle die Zuständigkeit des Hofes, die Beachtung von Artikel 170 der Verfassung sowie von Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention zu prüfen.

Der angefochtene Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993 rufe keine Steuer ins Leben, denn der Beitrag im Bereich der Familienzulagen sei ein Sozialversicherungsbeitrag, dessen Beitragssatz kraft des Gesetzes vom 1. April 1985 vom König festgelegt werde. Auf jeden Fall bilde dieser Beitrag, sobald er eingetrieben worden sei, keineswegs das Vermögen des Beitragsschuldners. Dieser komme einer gesetzlichen Verpflichtung zugunsten des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden nach, das den Beitrag vorrangig für die Auszahlung der Familienzulagen verwenden müsse, da jeder andere Verwendungszweck nur vom Gesetzgeber festgelegt werden könne. Der Beitragssatz sei nicht über den zur Deckung der Bedürfnisse im Bereich der Familienzulagen notwendigen Betrag hinaus festgesetzt worden. Der Überschuß in diesem Bereich ergebe sich aus der zweckmäßig geführten Verwaltung; die klagende Partei könne nicht in den Genuß dieses Überschusses gelangen, weil sie sich geweigert habe, sich an diesem System zu beteiligen.

Die allgemeine Zielsetzung des angefochtenen Gesetzes bestehe darin, den vorhersehbaren Konkurs der besonderen Pensionssysteme zu verhindern; es sei also gerechtfertigt, daß nur diejenigen, die sich daran beteiligen, Nutzen daraus ziehen würden.

Der Gesetzgeber habe den Vorteil des angefochtenen Artikels 9 jenen Behörden eingeräumt, die an eine Vorsorgeeinrichtung gebunden seien, welche mit dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden eine Vereinbarung für die Eintreibung der Beiträge getroffen habe. Es sei ja unmöglich gewesen, einen Bruch der laufenden Verhältnisse zwischen den Behörden und den Vorsorgeeinrichtungen aufzuerlegen; indem aber die Bedingung der Annahme einer Vereinbarung zwischen der Vorsorgeeinrichtung und dem Landesamt vorgeschrieben werde, werde eine Kontrolle der Beachtung der gesetzlichen Verpflichtungen gewährleistet und würden die betroffenen Behörden einer Organisation beitreten, die eine Vereinheitlichung der Finanzierungsart der Pensionssysteme ermöglichen sowie eine weitgehendere Solidarität zwischen diesen Systemen herbeiführen werde.

A.2.6. In Beantwortung des zweiten Klagegrunds ruff der Ministerrat in Erinnerung, daß sich die Einbehaltung von 13,07 Prozent aus früheren königlichen Erlassen ergebe, da Artikel 10 sich darauf beschränke, ihre Verwendung zu regeln. Dieser Artikel füge der klagenden Partei somit keinerlei Nachteil zu.

Diese Bestimmung rufe keine Diskriminierung ins Leben. Die Sozialversicherung beruhe auf dem Solidaritätsprinzip, das ermögliche, daß das Gesetz zwischen bestimmten Sachlagen unterscheide. Die klagende Partei habe den Rahmen dieser Solidarität überschritten und könne somit keinen Anspruch darauf erheben, sie zu genießen.

Die angefochtene Bestimmung lege die Veranlagung, die Bemessungsgrundlage und die Höhe der Einbehaltung fest, weshalb die Kritik bezüglich der Untätigkeit des Gesetzgebers in diesem Zusammenhang unbegründet sei. Diese Einbehaltung stelle auf jeden Fall keine Steuer dar; das Gesetz weise ihr einen genauen Verwendungszweck zu.

#### *Schlusssatz der klagenden Partei*

A.3.1. Das angefochtene Gesetz versetze Behörden in die Lage, das Solidaritätsprinzip zu genießen, allerdings erst von dem Zeitpunkt an, wo sie wegen der Höhe ihrer Pensionsausgaben ein Interesse daran hätten.

Das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, das sich in ein Repartitionssystem eingliedern, könne nicht zielbewußt und wiederkehrend Rücklagen bilden. Kein einziger Text sehe für dieses Organ die Möglichkeit vor, solche Rücklagen zu bilden. Der königliche Erlass vom 1. September 1969 erlaube zwar die Bildung eines Rücklagenfonds, könne das Landesamt jedoch nicht dazu ermächtigen, die Beiträge auf einen derartigen Betrag festzusetzen, daß er sicherlich zu einem Überschuß führe, der zielbewußt so berechnet sei, daß die Finanzierung weiterer Bereiche neben dem Bereich der Familienzulagen gewährleistet werde. Es sei nicht gerechtfertigt, eine Verzerrung zwischen den im Privatsektor und den im öffentlichen Sektor geltenden Sätzen zu verhindern.

A.3.2. Hinsichtlich der Zulässigkeit stelle sich nicht die Frage, ob die klagende Partei über ein subjektives Recht auf den Überschuß des Systems der Familienzulagen verfüge, sondern vielmehr, ob, sobald die Verteilung dieses Überschusses einmal beschlossen werde, dies unter Ausschluss gewisser beitragsleistender Behörden geschehen könne. In diesem Rahmen habe die klagende Partei ein Interesse an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung der Bestimmungen, die sie vom Repartitionssystem ausschließen würden.

Der während der Vorarbeiten zum angefochtenen Gesetz vom Minister geäußerten Behauptung, der Teil des Überschusses einer Behörde, die sich nicht in eines der drei durch dieses Gesetz vorgeschriebenen Systeme eingliedern würden, bliebe im Rücklagenfonds gesperrt, werde durch den Wortlaut des angefochtenen Artikels 9 widerprochen, der versuche, daß die Verwendung des Überschusses im Verhältnis zur Lohn- und Gehaltssumme des Personals der Gesamtheit der Ortsbehörden erfolge, d. h. der einen der Pensionssysteme angeschlossenen Behörden. Auch wenn dieser Teil gesperrt bliebe, könnten die ausgeschlossenen Behörden nicht in seinen Genuß kommen, solange sie nicht einem der drei Systeme beitreten. Die eventuell verfügbaren Gelder der Rücklagenfonds der Familienzulagen und der Pensionen könnten außerdem jedes Jahr für die Finanzierung der Pensionen zu Lasten von einem der drei Systeme bestimmt werden.

Das Interesse der klagenden Partei an der Klageerhebung auf Nichtigerklärung von Artikel 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 liege dann begründet, daß sie von dem durch das Gesetz organisierten Umverteilungssystem ausgeschlossen werde, insofern sie an dem Beitragern, auf die die Einbehaltung angewandt werde, beteiligt sei.

Der Umstand, daß die klagende Partei wegen der von ihr getroffenen, übrigens durch das Gesetz erlaubten Wahl, selbst das Pensionssystem ihres Personals zu finanzieren, benachteiligt werde, stelle den wichtigsten Vorwurf dar, der gegen die angefochtenen Bestimmungen gerichtet sei. Das Gesetz erlaube, daß Ortsbehörden Pensionen gewähren, die auf eine im Verhältnis zum gesetzlichen System günstigere Weise festgesetzt würden. Der Abschluß einer Vereinbarung für die Eintreibung der Beiträge mit dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden durch die Vorsorgeeinrichtung der klagenden Partei hätte zur Folge, daß diese Beiträge auf ein Niveau festgesetzt würden, welches die gegenwärtige Last ihres Pensionssystems übersteigen würde; man könnte ihr also nicht zum Vorwurf machen, daß sie letzteres beibehalten möchte; vielmehr habe sie ein Interesse daran, die Vorenthaltung der Umverteilung der durch die angefochtenen Bestimmungen organisierten Erhebungen, die sie betreffe, zu kritisieren.

A.3.3. Was den ersten Klagegrund betrifft, so habe der Hof seine Zuständigkeit hinsichtlich der Prüfung des in Artikel 170 der Verfassung verankerten Gleichheitsgrundsatzes auf steuerlicher Ebene bereits bestätigt. Auch habe sich der Prüfungsbereich des Hofes auf die im ersten Zusatzprotokoll zur Europäischen Menschenrechtskonvention festgelegten Rechte und Freiheiten ausgedehnt.

Da der Beitrag im Bereich der Familienzulagen auf derartige Weise festgelegt worden sei, daß er über die Bedarfsdeckung dieses Systems hinausgehe, zeige sein überschüssiger Teil tatsächlich Ähnlichkeit mit einer Steuer.

Die fraglichen Bestimmungen würden es ermöglichen, daß ein Teil des Überschusses, der durch die über den Bedarf hinausgehenden Beiträge verursacht werde, in das Vermögen der Behörden, auf die sich der angefochtene Artikel 9 des Gesetzes beziehe, zurückfließe; diejenigen, die selbst das Pensionssystem ihres Personals finanzieren, würden diesen Vorteil verlieren, weshalb gegen den Grundsatz der Gleichheit vor dem Eigentumsrecht verstoßen werde.

Die klagende Partei behauptet, sie habe ein Anrecht darauf, in den Genuß der zweckmäßigen Verwaltung des Systems der Familienzulagen zu gelangen, entscheide sich aber auch für ein autonomes System im Bereich der Pensionen. Sie beteilige sich an der Solidaritätsregelung im ersteren System; es gebe keinen Grund, ihr die Vorteile dieses Systems deshalb zu versagen, weil sie sich nicht an der Solidarität in einem anderen System, und zwar dem Pensionssystem beteilige. Es sei unverhältnismäßig, ohne jegliche Rechtfertigung einen Zusammenhang zwischen der Finanzierung der beiden Systeme herzustellen, wohingegen keine Bestimmung den Beitritt zum Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden vorschreibe. Der Staatsrat habe den Gesetzgeber auf den delikaten Charakter dieses Systems aufmerksam gemacht.

Die aus der Zielsetzung der Solidarität im Pensionssystem hergeleitete Rechtfertigung der Gewährung des Vorteils des Familienzulagenüberschusses an jene Behörden, deren Vorsorgeeinrichtung eine Vereinbarung mit dem Landesamt getroffen habe, unter Ausschluß derjenigen, deren Vorsorgeeinrichtung keine Vereinbarung mit dem Landesamt getroffen habe, sei nicht adäquat, weil die Diskriminierung im Familienzulagensystem herbeigeführt werde. Es sei kennzeichnend für den Willen des Gesetzgebers, jene Behörden zu bestrafen, die außerhalb des Einflußbereichs des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden bleiben würden. Der Ministerrat begründe nicht, in welcher Hinsicht es zur Solidaritätsregelung beitragen würde, die Beitragsleistung der an eine Vorsorgeeinrichtung gebundenen Behörden über das Landesamt erfolgen zu lassen.

A.3.4. Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds bestreite die klagende Partei nicht das Prinzip der Einbehaltung, vielmehr kritisiere sie den Umstand, daß sie von ihrer Umlegung ausgeschlossen sei. Sie verweise auf die vorausgehenden Erwägungen, was die aus dem Solidaritätsprinzip hergeleitete Rechtfertigung des angefochtenen Artikels 10 betrifft. Sie beteilige sich an dem auf diesem Prinzip beruhenden System der Einbehaltung vom Urlaubsgeld, aber in einem anderen System, und zwar dem Pensionssystem werde die Umverteilung zustande gebracht, ohne daß der Zusammenhang zwischen beiden klar zum Ausdruck gebracht werde.

Es sei undenkbar, daß die Verteilung des Aufkommens der Einbehaltung - Steuer genannt - jährlich, durch einen Erlaß der vollziehenden Gewalt erfolge.

#### *Zu den vom Hof gestellten Fragen*

A.4. Durch eine Anordnung vom 15. Dezember 1994 hat der Hof den Parteien folgende vier Fragen gestellt:

1<sup>o</sup>) Beschränkt sich die "Gesamtheit der Ortsbehörden" im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. August 1993, insbesondere unter Berücksichtigung von Artikel 1 b dieses Gesetzes, auf diejenigen, die sich dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen haben, sowie diejenigen, die ihre Vorsorgeeinrichtung dazu ermächtigt haben, beim Landesamt eine Vereinbarung über die Eintreibung der Beiträge zu treffen, oder erstreckt sie sich auf alle Behörden, die sich kraft Artikel 32 der koordinierten Gesetze über die Familienzulagen dem Landesamt angeschlossen haben und auf welche die Bestimmungen von Artikel 161 des neuen Gemeindegesetzes anwendbar sind?

2<sup>o</sup>) Läßt Artikel 9 des Gesetzes, namentlich die letzten drei Absätze, zu, daß jener Teil des Rücklagenfonds des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, der der Lohn- und Gehaltssumme des Personals der Behörden, die ihre Pensionen autonom finanzieren, entspricht, im Rücklagenfonds des Landesamtes eingetragen bleibt, ohne daß er anderweitig verwendet werden kann?

3<sup>o</sup>) Die Mechanismen, die durch die zwischen den Vorsorgeeinrichtungen der Ortsbehörden und dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden getroffenen Vereinbarungen in bezug auf die Eintreibung von Pensionsbeiträgen eingeführt worden sind, wären zu beschreiben, damit namentlich der Hof über den eventuellen Beitrag dieser Mechanismen zum Solidaritätszweck, der durch das fragliche Gesetz verfolgt wird, informiert wird.

4<sup>o</sup>) In welcher Hinsicht würde nach Ansicht der klagenden Partei die Diskriminierung durch den Umstand verstärkt, daß laut Artikel 8 des Gesetzes das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden den betroffenen Vorsorgeeinrichtungen die Anzahlungen im voraus überweist, die für die Leistung der monatlichen Pensionsbeiträge erforderlich sind (Klage auf Nichtigerklärung, S. 16, erster Klagegrund, Absatz 5 *in fine*)?

*Ergänzungsschriftsatz des Ministerrates*

A.5. In Beantwortung dieser Fragen äußert der Ministerrat folgende Bemerkungen.

A.5.1. Bezüglich der ersten Frage vertritt der Ministerrat die Ansicht, daß « die Gesamtheit der Ortsbehörden » im Sinne von Artikel 9 Absatz 2 des Gesetzes vom 6. August 1993 sich auf alle Behörden erstrecke, die aufgrund von Artikel 32 der koordinierten Gesetze über die Familienzulagen dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen seien und für die Artikel 161 des neuen Gemeindegengesetzes gelte. Die klagende Partei könnte für den zugewiesenen Teil der Überschüsse in Betracht kommen, indem sie das Landesamt einen Teil der für die Finanzierung der gegenwärtigen und zukünftigen Pensionen ihres Personals notwendigen Beiträge eintreiben ließe.

A.5.2. In Beantwortung der zweiten Frage weist der Ministerrat darauf hin, daß die Ortsbehörden, die das gemeinsame System oder das System der Neuangeschlossenen nicht in Anspruch nehmen würden, die Behörden, die zwar einer Vorsorgeeinrichtung angeschlossen seien, das Landesamt aber nicht mit der Eintreibung eines Teils der Pensionsbeiträge beauftragt hätten, oder die Behörden, die keine Vorsorgeeinrichtung in Anspruch nehmen würden, unmöglich ein Anrecht auf den zugewiesenen Überschuß geltend machen könnten und der Teil, der der Lohn- und Gehaltssumme des Personals dieser Einrichtungen entspreche, im Rücklagenfonds der Pensionen des Landesamtes ohne Zuweisungsmöglichkeit eingetragen bleibe. Dies gehe aus der Entwicklung des Gesetzesentwurfs im Laufe der Vorarbeiten hervor. Diese Behörden würden ihren Anteil an diesem Fonds erhalten, wenn sie einem der drei durch das angefochtene Gesetz geförderten Systeme beitreten würden.

A.5.3. Bezüglich der dritten Frage betont der Ministerrat, daß der vom Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden für Rechnung der Vorsorgeeinrichtungen eingetragene Beitrag genauso wie der Beitrag des gemeinsamen Systems und des Systems der Neuangeschlossenen dem königlichen Erlaß vom 25. Oktober 1985 unterliege, wodurch eine ordnungsgemäße Eintreibung dieses Beitrags gewährleistet werde. Auch würden aufgrund von Artikel 13 § 1 des angefochtenen Gesetzes die dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden angeschlossen oder an eine Vorsorgeeinrichtung gebundenen und eine Vereinbarung mit dem Landesamt getroffenen Ortsbehörden der Kontrolle des Sonderausschusses der Pensionen der Ortsbehörden unterliegen, welche die Beachtung der geltenden Regelung überwache.

Es wird hervorgehoben, daß nicht alle Beiträge über das Landesamt abgewickelt werden müßten, sondern nur ein bestimmtes Volumen, und daß die zur Zeit auf 10 Prozent festgelegte Quote niedriger sei als die Quote, die sich langfristig - auch für die klagende Partei - als notwendig erweisen werde. Es sei aber durchaus möglich, andere - nicht symbolische - Quoten festzusetzen und eine Vereinbarung mit anderen Einrichtungen als mit der SMAP zu treffen.

A.5.4. Im Zusammenhang mit der vierten Frage vertritt der Ministerrat im Gegenteil die Auffassung, daß die Vorauszahlungen durch das Landesamt an die Vorsorgeeinrichtungen darauf abzielen würden, die Auszahlung der Pensionen zu ermöglichen, ohne daß auf Formen der Vorfinanzierung zurückgegriffen werden müsse.

*Ergänzungsschriftsatz der klagenden Partei*

A.6.1. In Beantwortung der ersten der vier vom Hof in dessen Anordnung vom 15. Dezember 1994 gestellten Fragen behauptet die klagende Partei, der Ausdruck « Ortsbehörden » sei im Gesetzestext offenbar nicht in eindeutiger Weise definiert worden, was etwa aus der in Artikel 10 des Gesetzes ihm beigemessenen Bedeutung hervorgehe. In Artikel 9 Absatz 2 definiere die Wortfolge « Gesamtheit der Ortsbehörden » weder die im vorigen Absatz genannten Behörden, noch die in Artikel 1 b des Gesetzes genannten Behörden, sondern sämtliche Ortsbehörden - auch diejenigen, die einer Vorsorgeeinrichtung angeschlossen seien und selbst für die Bezahlung der Pensionen an ihr Personal sorgen würden.

A.6.2. Hinsichtlich der zweiten Frage bestreitet die klagende Partei, daß der Teil des Rücklagenfonds der Familienzulagen und des Pensionsfonds, der von jenen Behörden stamme, die die Pensionen ihres Personals autonom finanzieren würden, an dem Tag, an dem eine solche Behörde dem System der Neuangeschlossenen beitrete oder eine Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung treffen werde, für sie bestimmt werden könnte, da die verfügbaren Mittel dieser Rücklagenfonds für die Finanzierung von einem der drei im Gesetz genannten Pensionssysteme bestimmt werden könnten, so daß der Teil der nicht angeschlossenen Behörden nicht im Rücklagenfonds verbleiben werde, während nur der Familienzulagenüberschuß des vorletzten Jahres eine Zweckbestimmung erhalte.

A.6.3. Was die dritte Frage betrifft, so schließt die klagende Partei aus der Vereinbarung, welche sie vorlegt und am 20. Dezember 1993 zwischen der SMAP und dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden abgeschlossen wurde, daß diese eine Vorfinanzierung der Beiträge durch das Landesamt ins Leben rufe; es sei ihr aber nicht klar, inwieweit dieser Mechanismus zum Solidaritätsziel beitrage. Unerheblich wäre die These, der zufolge der Sonderausschuß der Pensionen somit über die für seine Aufgabenerfüllung notwendigen Daten verfügen könnte, da die an eine Vorsorgeeinrichtung gebundenen Ortsbehörden diesem Ausschuß ohnehin alle nötigen Daten mitteilen müßten.

A.6.4. In bezug auf die letzte Frage bringt die klagende Partei vor, daß die Vorfinanzierung der Beiträge durch das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden zu neuen, zusätzlichen Lasten für diese Einrichtung führe, wohingegen dieser Mechanismus nicht zur verfolgten Solidaritätszielsetzung beitrage und diese Lasten von allen Ortsbehörden getragen würden.

- B -

*Hinsichtlich der Zulässigkeit*

B.1.1. Der Ministerrat stellt das Interesse der klagenden Partei an deren Klageerhebung in Abrede. Er ist der Ansicht, daß ihre Situation keineswegs von den angefochtenen Bestimmungen betroffen sei.

Was Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993 betrifft, weist der Ministerrat darauf hin, daß die klagende Partei nach wie vor dem Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden im Rahmen des Systems der Familienzulagen Beiträge zu leisten habe und weder mehr noch weniger als zuvor Ansprüche auf den Überschuß der Familienzulagen in bezug auf das vorletzte Jahr zuzüglich des finanziellen Ertrags dieses Überschusses und des Rücklagenfonds der Familienzulagen des Landesamtes geltend zu machen habe.

Im Zusammenhang mit Artikel 10 des angefochtenen Gesetzes bringt der Ministerrat vor, daß die Einbehaltung vom Urlaubsgeld für die klagende Partei weiterhin gelte, und zwar aufgrund der seit dem 30. Januar 1979 jährlich ergangenen königlichen Erlasse, da die angefochtene Bestimmung lediglich ihre Verwendung regelte, und daß die klagende Partei deshalb nicht dafür in Betracht komme, weil sie sich dafür entschieden habe, aus dem gemeinsamen Pensionssystem auszutreten und sich nicht dem System der Neuangeschlossenen anzuschließen.

B.1.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daß jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflußt werden könnte.

B.1.3. Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993 bestimmt den Überschuß im Bereich der Familienzulagen hinsichtlich des vorletzten Jahres, zuzüglich der finanziellen Erträge aus diesem Überschuß sowie aus dem Rücklagenfonds bezüglich der Familienzulagen des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, für Pensionssysteme des Personals der Ortsbehörden, denen sich die klagende Partei nicht angeschlossen hat, wohingegen sie mit ihren Beiträgen zum System der Familienzulagen zu diesem Überschuß und diesem Rücklagenfonds beigetragen hat. Diese Bestimmung ändert nichts an ihrer Situation, was die Beitragspflicht betrifft, ruft aber eine neue Situation hervor, indem sie diesen Überschuß für die Finanzierung gewisser Pensionssysteme unter Ausschuß anderer Systeme - insbesondere des Systems, für das sich die klagende Partei entschieden hat - bestimmt. Diese Vorschrift kann die klagende Partei in ungünstigem Sinne betreffen. Insofern weist die klagende Partei ein Interesse an der Nichtigserklärung von Artikel 9 des Gesetzes vom 6. August 1993 auf.

B.1.4. Artikel 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 führt einen Fonds zum Ausgleich des Prozentsatzes der « Pensionsbeiträge » beim Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden ein; dieser Fonds wird mit Einbehaltungen vom Urlaubsgeld gespeist, das den Bediensteten sämtlicher Ortsbehörden ausbezahlt wird, d.h. auch denjenigen der klagenden Partei, die allerdings nicht für den Ertrag aus diesem Fonds in Betracht kommt. Es ist somit eine neue Sachlage entstanden, denn gewisse Ortsbehörden kommen für den finanziellen Ertrag aus einem Fonds, zu dessen Bildung sie beigetragen haben, in Betracht, wohingegen andere Ortsbehörden, die auch zur Bildung des Fonds beigetragen haben, darunter die klagende Partei, nicht dafür in Betracht kommen. Diese Bestimmung kann die klagende Partei demzufolge ungünstig betreffen. Insofern weist die klagende Partei ein Interesse an der Nichtigserklärung von Artikel 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 auf.

#### Zur Hauptsache

##### Hinsichtlich der beiden Klagegründe

B.2. Die klagende Partei bringt zwei Klagegründe vor, die von einer Verletzung der Artikel 10, 11 und 170 der Verfassung ausgehen. In ihrem ersten Klagegrund macht sie außerdem die Verletzung von Artikel 1 des ersten Zusatzprotokolls zur Europäischen Menschenrechtskonvention geltend.

Weder Artikel 142 der Verfassung noch das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 haben dem Hof die Zuständigkeit erteilt, Rechtsnormen wegen unmittelbaren Verstoßes gegen Artikel 170 der Verfassung oder gegen einen internationalen Vertrag für nichtig zu erklären. Die klagende Partei legt nicht dar, auf welche Weise die Mißachtung des Artikels 170 der Verfassung und des vorgenannten ersten Zusatzprotokolls eine Verletzung des Gleichheitsgrundsatzes darstellen würde. Die von der klagenden Partei vorgebrachten Beschwerden sind nur insofern zu prüfen, als sie auf den Artikeln 10 und 11 der Verfassung beruhen.

B.3. Das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden ist die Anstalt, die mit der Verwaltung mehrerer Bereiche der Sozialversicherung des Personals der Ortsbehörden beauftragt ist, wobei es sich insbesondere um die Bereiche der Familienzulagen und der Pensionen handelt. Was die Familienzulagen betrifft, sind alle Ortsbehörden dem Landesamt angeschlossen. Im Bereich der Pensionen waren die meisten Ortsbehörden - 90 Prozent der Gemeinden - bereits vor dem Gesetz vom 6. August 1993 dem Landesamt angeschlossen, das ein System der Verteilung auf alle Beitragspflichtigen - alle angeschlossenen Behörden zusammengenommen - organisierte. Die übrigen - 10 Prozent der Gemeinden, aber 50 Prozent der Kommunalbediensteten - übernahmen die Pensionslast selbst. Manche unter ihnen hatten dazu eine Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung getroffen, wobei es sich in den meisten Fällen um die Société mutuelle des administrations publiques (SMAP) handelte (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 1012/3, S. 3; *Parl. Dok.*, Senat, 1992-1993, Nr. 783-2, SS. 2 und 3).

Durch die Annahme des Gesetzes vom 6. August 1993 hat der Gesetzgeber eine Reihe von Maßnahmen zur Bewältigung der zunehmenden Belastung, die die Pensionen für die Gemeinden darstellt, ergriffen (ebenda).

B.4. Aufgrund von Artikel 9 des angefochtenen Gesetzes können die Pensionen durch den Überschuß bezüglich des vorletzten Jahres zuzüglich der finanziellen Erträge aus diesem Überschuß sowie aus dem Rücklagenfonds bezüglich der Familienzulagen des Landesamtes mitfinanziert werden.

B.5. Nach Artikel 2 des Gesetzes können die Ortsbehörden ihr Personal, das nicht dem gemeinsamen Pensionssystem angeschlossen ist, entweder dem System der Neuangeschlossenen des Landesamtes oder - durch Vereinbarung - einer Vorsorgeeinrichtung anschließen.

B.6. Damit die finanzielle Belastung der dem gemeinsamen System angeschlossenen Ortsbehörden nicht erschwert wird, werden gemäß Artikel 5 Absatz 2 des Gesetzes das System der Neuangeschlossenen und das gemeinsame Pensionssystem einzeln verwaltet.

Artikel 10 des Gesetzes führt einen Ausgleichsfonds ein, der mit einer Einbehaltung in Höhe von 13,07 Prozent vom Urlaubsgeld des Personals gespeist wird. Dieser Fonds soll « zur Angleichung der Beitragssätze, die diesen beiden Systemen eigen sind » beitragen (Artikel 10 § 1 Absatz 2 *in fine*).

B.7. Die Artikel 9 und 10 enthalten Maßnahmen, die die Ortsbehörden dazu anregen sollen, sich für ein Solidaritätssystem zu entscheiden. Seit dem Inkrafttreten des angefochtenen Gesetzes sind je nach der von den Ortsbehörden jeweils getroffenen Wahl fünf Systeme zu unterscheiden:

- 1° das gemeinsame System, das sich an das frühere Repartitionssystem anschließt;
- 2° das System der Neuangeschlossenen, das die zukünftigen Pensionen und schrittweise die Pensionen der bereits in den Ruhestand getretenen Bediensteten übernimmt;
- 3° das System der Behörden, die autonom für die Pension ihrer Bediensteten sorgen, aber dazu mit einer Vorsorgeeinrichtung eine Vereinbarung getroffen und die Einrichtung dazu ermächtigt haben, das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden mit der Eintreibung der Pensionsbeiträge zu betrauen;
- 4° das System der Behörden, die autonom für die Pension ihrer Bediensteten sorgen, aber dazu mit einer Vorsorgeeinrichtung eine Vereinbarung getroffen haben, ohne eine derartige Ermächtigung zugunsten des Landesamtes für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden erteilt zu haben;
- 5° das System der Behörden, die autonom für die Pension ihrer Bediensteten sorgen, ohne eine Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung getroffen zu haben.

Nur jene Behörden, die sich für eine der ersten drei Systeme entschieden haben, gelangen in den Genuß der in den Absätzen 2 und 3 von Artikel 9 vorgesehenen Verteilung; nur jene Behörden, die sich für das zweite System entschieden haben, gelangen in den Genuß des durch Artikel 10 ins Leben gerufenen Ausgleichsfonds.

B.8. Die klagende Partei ist eine Interkommunale, die dazu gehalten ist, ihrem Personal ein Pensionssystem zu gewährleisten, da der königliche Erlaß Nr. 281 vom 31. März 1936 die Interkommunalen in dieser Hinsicht den Gemeinden gleichstellt. Die klagende Partei hat sich für das vierte der vorgenannten Systeme entschieden. Sie genießt also keinen der in den Artikeln 9 und 10 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Vorteile.

B.9. Es steht dem Hof nicht zu, zu beurteilen, ob eine durch Gesetz eingeführte Maßnahme angebracht oder wünschenswert ist. Es obliegt dem Gesetzgeber, bei der Ausarbeitung neuer Pensionssysteme zu beurteilen, ob Maßnahmen zu ergreifen sind, die die Ortsbehörden dazu anregen, diesen neuen Systemen beizutreten, so wie er es mit den Artikeln 9 und 10 des Gesetzes vom 6. August 1993 getan hat. Auf diese Weise darf der Gesetzgeber allerdings nicht die Artikel 10 und 11 der Verfassung mißachten, indem er gewisse Ortsbehörden anderen, damit vergleichbaren Ortsbehörden gegenüber diskriminieren würde.

B.10. Die Verfassungsvorschriften der Gleichheit und des Diskriminierungsverbotes schließen nicht aus, daß ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Gleichheitsgrundsatz verstoßen, wenn feststeht, daß die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.11. Insofern, als die Finanzierungsmittel nach den Artikeln 9 und 10 jenen Behörden vorbehalten sind, die sich für das gemeinsame System oder für das System der Neuangeschlossenen entschieden haben, beruht diese Unterscheidung auf einem objektiven Kriterium, denn nur diese Behörden sind einem Solidaritätssystem beigetreten; die übrigen haben sich für eine autonome Verwaltung ihres Pensionsfonds entschieden.

B.12. Im übrigen steht es aufgrund des Zusammenhangs zwischen den verschiedenen Bereichen der Sozialversicherung dem Gesetzgeber zu, zu beurteilen, ob Finanzmittel von einem Bereich auf den anderen zu übertragen sind, wenn er feststellt, daß einer von diesen Bereichen defizitär ist, während andere Bereiche einen Überschuß aufweisen. Es erhebt sich im vorliegenden Fall nicht die Frage, ob solche Übertragungen keine Diskriminierung zwischen den Leistungsempfängern der verschiedenen Sozialversicherungsbereiche herbeiführen.

B.13. Da der Gesetzgeber die Solidarität unter den Ortsbehörden als eine grundlegende Zielsetzung der neuen Regelung betrachtet und feststellt, daß die Pensionslasten dieser Behörden sich ständig erschweren, ist er angemessenerweise berechtigt, zu beschließen, daß Überschüsse von den Familienzulagen auf die Pensionssysteme übertragen werden, daß ein aus Einbehaltungen vom Urlaubsgeld finanzierter Ausgleichsfonds geschaffen wird und daß diese Mechanismen mit finanziellen Maßnahmen verbunden werden, welche die Behörden dazu anregen, den auf Solidarität beruhenden Systemen beizutreten.

Indem der Gesetzgeber solche Maßnahmen ergreift, führt er keine willkürliche oder unverhältnismäßige Unterscheidung ein.

B.14. Der Hof stellt jedoch fest, daß - was Artikel 9 betrifft - der Gesetzgeber die darin vorgesehenen Vorteile nicht nur jenen Ortsbehörden vorbehalten hat, die sich an einem der zwei auf Solidarität beruhenden Systeme beteiligen, denn Artikel 9 Absatz 1 erweitert den Vorteil der durch ihn durchgeführten Verteilungen auf die Behörden, die sich für das dritte der oben beschriebenen Systeme entschieden haben. Wenngleich diese Behörden an den Solidaritätssystemen unbeteiligt bleiben, ist es verständlich, daß der Gesetzgeber die Behörden, die eine Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung getroffen haben, nicht dazu zwingen wollte, diese aufzukündigen.

B.15. Absatz 3 von Artikel 9 schafft außerdem einen Unterschied unter den Ortsbehörden je nachdem, ob sie sich für das dritte oder für das vierte der zu B.7 beschriebenen Systeme entschieden haben. Es ist allerdings nicht zu ersehen, auf welcher Grundlage es im Zusammenhang mit dem Solidaritätsziel gerechtfertigt wäre, jenen Behörden, die eine Vereinbarung mit einer Vorsorgeeinrichtung getroffen haben, den Vorteil der in Artikel 9 vorgesehenen Verteilungen nur deshalb zu versagen, weil sie nicht ermöglicht haben, daß das Landesamt sich mit der Eintreibung der Beiträge zur Finanzierung der Pensionen befaßt.

Zwar ist diese Aberkennung nicht endgültig, da die nicht zugewiesenen Beträge im Rücklagenfonds der Pensionen des Landesamtes eingetragen bleiben (Artikel 9 Absatz 4) und die klagende Partei dem Landesamt nur zu ermöglichen hätte, die Beiträge einzutreiben, damit sie an den Verteilungen; von denen sie ausgeschlossen ist, teilhaben könnte. Dennoch bleiben der klagenden Partei, solange sie keine solche Vereinbarung mit dem Landesamt getroffen hat, diese Verteilungen versagt.

B.16. Der Ministerrat erklärt, daß das Gesetz dadurch, daß es die Behörden dazu anregt, die Beiträge durch das Landesamt eintreiben zu lassen - wobei die Eintreibung zur Zeit gemäß der am 20. Dezember 1993 zwischen dem Landesamt und der SMAP getroffenen Vereinbarung auf 10 Prozent der Beiträge beschränkt sei -, die Ausübung der Kontrolle ermögliche, mit der der durch Artikel 13 des Gesetzes eingesetzte Sonderausschuß beauftragt sei und die sich auf den adäquaten Charakter der eingetribenen Beiträge sowie auf die Gesetzmäßigkeit der ausbezahlten Pensionen beziehe. Diese Maßnahme habe ebenfalls zur Folge, daß die betreffende Behörde in eine « Organisation aufgenommen wird, die es mit der Zeit ermöglichen wird, die Art der Finanzierung der Pensionssysteme der Ortsbehörden zu vereinheitlichen und eine weitgehendere Solidarität unter diesen Systemen herbeizuführen ». Der Ministerrat fügt hinzu, « daß es kaum denkbar und außerdem praktisch kaum durchführbar wäre, daß das Landesamt für Sozialversicherung der Provinzial- und Ortsbehörden, das den Überschuß der Familienzulagen besitzt, an einen privatrechtlichen Partner, zu dem es keinerlei Bindungen hat, einen Überschuß überweist, ohne daß es irgendeinen Zusammenhang mit der zu finanzierenden Pensionslast oder mit den Löhnen und Gehältern der Berufstätigen, von denen ein Beitrag zur Finanzierung der Pensionen einbehalten wird, gäbe ». Die ständige Kontrolle, die durch die Übertragung eines Teils der Beiträge durch das Landesamt ermöglicht werde, würde somit eine kohärente und einheitliche Anwendung der Pensionssysteme fördern, das Ergreifen von Maßnahmen zur Hemmung der zunehmenden Belastung ermöglichen und somit mittelbar zur Solidaritätszielsetzung beitragen.

B.17. Obwohl solche Zielsetzungen offenbar nicht in den Vorarbeiten angeführt worden sind, ist es möglich, daß die angefochtene Maßnahme die vom Ministerrat beschriebenen Kontrollen erleichtern kann. Es zeigt sich jedoch nicht, daß eine derart radikale Maßnahme wie die Verpflichtung, die Beiträge vom Landesamt eintreiben zu lassen, weil sonst der Vorteil der Verteilungen nach Artikel 9 nicht gewährt wird, unerlässlich wäre, damit die besagten Ziele erreicht werden.

B.18. Die Sanktion, mit der jene Ortsbehörden belegt werden, die das Landesamt nicht mit der Eintreibung der Beiträge beauftragt haben, weist keinen unmittelbaren Zusammenhang mit der Solidaritätszielsetzung auf, die dem Gesetz vom 6. August 1993 zugrunde liegt. Ihre Wirkung steht in keinem Verhältnis zu dem vom Ministerrat angeführten Kontrollzweck.

B.19. Der erste Klagegrund ist insofern begründet, als er gegen die in Artikel 9 Absatz 3 des Gesetzes genannte Bedingung gerichtet ist. Im übrigen ist er unbegründet, genauso wie der zweite Klagegrund, der gegen Artikel 10 des Gesetzes gerichtet ist.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Artikel 9 Absatz 3 des Gesetzes vom 6. August 1993 bezüglich der Pensionen der ernannten Personals der Ortsbehörden die Wortfolge « soweit das Landesamt die Eintreibung des für die Finanzierung der Pensionen des Personals dieser Ortsbehörde bestimmten Beitrags übernimmt » für nichtig.

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 4. April 1995.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

## MINISTERE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 1233

[S-Mac — 22069]

9 FEVRIER 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35;

Vu l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés, notamment l'article 10, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1992;

Vu les avis émis les 19 novembre 1993, 21 janvier et 16 septembre 1994 par le Conseil technique pharmaceutique institué auprès du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu les avis du Service du Contrôle médical des 15 février et 10 octobre 1994;

Vu les avis émis les 11 mars et 21 octobre 1994 par la Commission de conventions pharmaciens - organismes assureurs;

Vu les avis émis les 11 avril et 14 novembre 1994 par le Comité de l'assurance du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 10, § 1er, de l'arrêté royal du 4 juillet 1991 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des préparations magistrales et produits assimilés, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1992, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 10. § 1er. L'intervention de l'assurance peut être accordée pour des préparations magistrales dans lesquelles des spécialités ou des médicaments génériques sont prescrits et :

a) s'il s'agit de préparations ophtalmiques, que le principe actif de cette spécialité ou de ce médicament générique ne soit pas inscrit dans les listes figurant à l'annexe I du présent arrêté et que la spécialité ou le

## MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 1233

[S-Mac — 22069]

9 FEBRUARI 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde produkten

ALBERT II, Koning der Belgen.

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde produkten, inzonderheid op artikel 10, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1992;

Gelet op de adviezen uitgebracht op 19 november 1993, 21 januari en 16 september 1994 door de Technische farmaceutische raad, ingesteld bij de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op de adviezen van de Dienst voor geneeskundige controle van 15 februari en 10 oktober 1994,

Gelet op de adviezen uitgebracht op 11 maart en 21 oktober 1994 door de Overeenkomstcommissie apothekers - verzekeringsinstellingen;

Gelet op de adviezen uitgebracht op 11 april en 14 november 1994 door het Verzekeringcomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken.

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 10, § 1, van het koninklijk besluit van 4 juli 1991 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de magistrale bereidingen en daarmee gelijkgestelde produkten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1992, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 10. § 1. De verzekeringstegemoetkoming mag worden verleend voor magistrale bereidingen waarin farmaceutische specialiteiten of generische geneesmiddelen zijn voorgeschreven en :

a) indien het gaat om oftalmische bereidingen, dat het actief bestanddeel van die specialiteit of van dat generisch bestanddeel niet is ingeschreven in de in bijlage I van dit besluit gevoegde lijsten en de specialiteit of het